

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Pour un regroupement syndicaliste

par Un groupe de militants

Les grèves anglaises

par F.-A. RIDLEY

La fin de l'humanité ?

par J. PERA

Le vrai problème nord-africain

par SINDBAD LE MARIN

Avant le congrès « Force Ouvrière »

par L. MERCIER

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 88 - Novembre 1954

Pour un regroupement syndicaliste	Un groupe de syndicalistes
Les grèves anglaises	F.-A. RIDLEY
La fin de l'humanité?	J. PERA
Le « justicialisme » en action	L'Itinérant
Un geste de scission	HAGNAUER, PETIOT THEVENON
Le dernier anarchiste français est mort : Alexandre Jacob	R. L.
Le vrai problème nord-africain	SINDBAD LE MARIN
Avant le congrès « Force Ouvrière »	L. MERCIER
L'Internationale se fera-t-elle pour qu'elle fasse et qu'elle soit le genre humain? ..	R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Pour que le pacifisme et le syndicalisme soient efficaces	F. GAUTHIER
Les élections syriennes	GALLIENNE
Erreur d'orientation?	M. LANDRY
« Après le congrès du S.N.I. »	A. COUC
(Réponse de Franc).	

Notes d'économie et de politique

M. Mendès, liquidateur. — Les « entre- prises marginales » et la valeur du franc. — Les « entreprises marginales » et l'agri- culture.	
---	--

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald :	
Causerie de Gustave Stern sur le mouve- ment ouvrier en Allemagne occidentale. Adresse de solidarité au Bureau de la Confé- rence des socialistes d'Asie. Déclaration sur la déportation de Messali Hadj.	

Entre nous

Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie

198, avenue du Maine, PARIS-14^e

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Francs

Naville : La vie de travail et ses problèmes	600
(Mesure de la vie de travail. Structure d'âge de la population active. Répartition sociale des métiers qualifiés. Progression de l'emploi juvénile.)	
I. et N. Lazarevitch : L'école soviétique	600
(Cette étude repose exclusivement sur les données de source soviétique et traite de l'état actuel de l'instruction publique en U.R.S.S.)	
M. Leroy : Histoire des idées sociales en France	990
(Voici le troisième volume de la très intéressante étude de M. Leroy. Ce livre va d'Auguste Comte à P.-J. Proudhon.)	
T. Mende : L'Asie du Sud-Est entre deux mondes	900
(Récit de voyage, enquête politique, révélation d'hommes et de conflits que nous ignorons encore, le livre de T. Mende n'a pas, à l'heure actuelle, d'équivalent en librairie.)	
Gourfinkel : Gorki par lui-même	300
(C'est une très humaine présence de l'auteur que Nina Gourfinkel s'est surtout attachée ici à mettre en lumière.)	
David : La participation des travailleurs à la gestion des entreprises privées dans les principaux pays d'Europe occidentale	600
Fusilier : Le parti socialiste suédois	900
L'avenir du travaillisme	600
(« Nouveaux essais fabiens » présentés par R. H. S. Crossman.)	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

POUR UN REGROUPEMENT SYNDICALISTE

Des plaintes s'élevaient fréquemment à propos de la dispersion des militants syndicalistes, du manque de coordination entre les efforts déployés pour définir une politique ouvrière, du grand nombre de bulletins d'opposition sans grand rayonnement.

Si, au cours des dernières années, des tentatives ont été faites pour rassembler les courants qui se disent ou se veulent syndicalistes, et qui se manifestent au sein des confédérations, les résultats n'ont pas été brillants ; les luttes de fractions et de clans ont bien vite découragé les éléments ouvriers, pour ne laisser en vedette — mais sans public — que les représentants de quelques groupuscules politiques. Ces expériences ont provoqué le découragement des syndicalistes, écarté les bonnes volontés, fait se recroqueviller les cercles de province. Et les essais sporadiques pour relier les éléments actifs et sains du mouvement syndical se heurtent dorénavant non seulement aux obstacles habituels, c'est-à-dire aux phraséologies sclérosées et aux patriotismes de chapelle, mais encore à la lassitude et à la méfiance des échaudés. Il apparaît donc qu'une nouvelle initiative en faveur d'un regroupement syndicaliste ne peut espérer une chance de succès que si elle tient compte des raisons d'insuccès antérieurs.

La raison essentielle de l'échec, à notre avis, c'est d'avoir voulu unifier, sur la foi d'un certain vocabulaire commun, des militants, des groupes et des tendances qui étaient, en fait, les résidus de la décomposition des vieilles formations, c'est-à-dire des échantillons d'époques révolues. Leur addition ne pouvait faire un total. L'illusion qui consiste à réunir un trotskyste et un bordighiste, un ex-PSOPiste et un ancien de la C.G.T.S.R., un anarchiste et un abondanciste, sous le commun dénominateur « minoritaire », ne donne qu'un musée d'histoire ouvrière et un recueil de petites histoires, n'engendre que des discours — connus — et des déclarations de principe sans application. La fidélité à une étiquette est souvent fidélité à des souvenirs. Or nous sommes en 1954. Et tel trotskyste est partisan de la « rentrée » au P.C., tel anarchiste diffuse des sous-produits de l'**Humanité**, et tel socialiste de « gauche » confond neutralisme et internationalisme. Le dosage savant de semblable rassemblement peut tenter des stratèges en chambre, mais il est évident que ce jeu ne débouchera jamais sur la réalité sociale et que ni le C.N.P.F. ni le gouvernement n'en seront affectés. La confusion entre regroupement politique et travail en commun des syndicalistes est toujours dangereuse.

Si l'on veut bien reconnaître que le besoin de coordonner les forces éparses du syndicalisme correspond essentiellement au désir de donner aux problèmes sociaux une réponse ouvrière, il faut choisir la méthode qui correspond au but poursuivi. C'est en inventoriant les forces vives du mouvement syndical, en les rendant conscientes de leurs possibilités, en les faisant bénéficier d'expériences déjà tentées, en les rassemblant en vue d'efforts communs, que nous pouvons espérer rendre au syndicalisme un rôle social véritable et lui ouvrir des perspectives d'avenir.

Ces forces existent. Dans la Loire comme dans la Gironde, dans l'Ouest comme dans la région parisienne. Il ne s'agit pas, insistons encore, de groupements d'autant plus catégoriques dans les termes de leurs ordres du jour que leurs membres sont plus éloignés de l'action quotidienne, mais bien de syndicats et de militants enracinés dans les réalités ouvrières, actifs et combattifs. Ceux-ci ressentent la nécessité de confronter leurs luttes, leurs espérances, leurs expériences, leurs inquiétudes avec celles surgies dans d'autres régions. La difficulté est de pouvoir organiser la confrontation, puis la liaison, en évitant l'écueil des dogmes sectaires, des rengaines usées, des particularismes d'organisations. Mais le choix du terrain peut au contraire favoriser la rencontre ; et le seul terrain possible est celui de la réalité sociale que nous vivons, des questions essentielles qui se posent au mouvement syndical, des interventions ouvrières possibles.

La tâche des militants syndicalistes, sur la brèche depuis vingt, trente ou quarante ans, n'est pas de fournir quelques formules aux générations qui, à partir de 1944, se sont mises à la dure école de l'activité syndicale. Leur tâche première est de découvrir les situations et phénomènes nouveaux, avec les générations nouvelles, et, ensemble, de définir une politique syndicale ouvrière correspondant aux exigences de l'époque présente.

Ainsi, mais ainsi seulement, nous pourrions, dans le seul laboratoire où nous pouvons prétendre avoir accès et qui est la société elle-même, mettre à l'épreuve les méthodes d'action et les formes d'organisation qui sont l'héritage du mouvement syndical.

Comment procéder ? Réaliser un inventaire des forces syndicales libres — quelle que soit leur filiation confédérale ou leurs origines, à l'exclusion des succursales syndicales de partis — d'abord. Ensuite, une rencontre nationale des militants représentatifs de leurs régions et de leurs professions, qui étudieraient, avec des yeux neufs, la situation sociale, définiraient les problèmes de fond, élaboreraient les réponses ouvrières, et rechercheraient les moyens d'intervention. Telles nous apparaissent être les tâches indispensables à remplir, pour aboutir à un regroupement syndicaliste.

A lire les articles de Thevenon et d'Hagnauer dans la **Révolution prolétarienne**, ceux des collaborateurs du **Trait d'Union Syndicaliste**, ceux des rédacteurs de l'**Alliance Ouvrière**, il nous apparaît que ce travail, difficile parce qu'il rompt avec les vieilles habitudes, est souhaité, donc réalisable par des militants.

UN GROUPE DE MILITANTS SYNDICALISTES.

(Les camarades prêts à tenter ce rassemblement peuvent écrire à Louis Mercier, à la R.P.)

Les grèves anglaises

La grève des dockers britanniques est terminée. Nous jugeons nécessaire cependant de publier l'article de notre camarade F.-A. Ridley, écrit en pleine bataille, qui nous éclaire sur la haute signification de celle-ci.

Au moment où j'écris, aujourd'hui 22 octobre, une vague de grèves est en train de déferler sur l'Angleterre. Les dockers, les ouvriers des ports, les travailleurs du Livre et les conducteurs d'autobus de Londres sont tous entrés dans l'action. Pour la première fois depuis la grève générale de mai 26, les journaux quotidiens de la capitale n'ont pas paru ; la grève des dockers s'est étendue du port de Londres, dès maintenant complètement paralysé, à Liverpool, à Hull, à Southampton et encore à d'autres centres ; enfin, à l'instant même où j'écris, la radio que contrôle l'Etat, la B.B.C., vient d'annoncer une réunion du cabinet britannique pour discuter, entre autres choses, de l'emploi de la troupe dans les docks et des mesures à prendre pour « protéger » l'intérêt national contre ce « sabotage antisocial » du « Welfare State » (l'Etat-Providence), dont les dockers se sont rendus coupables ! Il convient sans doute tout à fait, dans une pareille occasion, que le chef du gouvernement appelé à prendre des mesures contre ce qui est peut-être la plus grande grève qu'il y ait eu en Angleterre depuis 1926 soit ce vétéran de la lutte de classe — du côté bourgeois — qu'est le noble Sir Winston Churchill, héros de Sidney Street, et qui aurait écrasé dans un bain de sang la grève générale de 1926 si on l'avait laissé faire ! Par quelle action d'éclat ce vétéran, maintenant octogénaire, de la lutte de classe va-t-il clore la longue et dramatique carrière qu'il a faite au service de sa classe, la bourgeoisie britannique ?

La montée du coût de la vie

En ce qui concerne les dockers, la principale de leurs revendications consiste dans l'abolition des heures supplémentaires *obligatoires*. Cependant, si quelqu'un qui, comme moi, n'a pas de liens directs avec la vie des usines, peut hasarder une conjecture, je dirai que la cause réelle et *fondamentale* de toutes ces grèves réside dans l'augmentation continue du coût de la vie, celui-ci s'étant élevé fortement depuis la fin de la guerre, tout particulièrement dans ces dernières années. Même l'actuel chancelier de l'Echiquier, le conservateur R. A. Butler, a dû récemment reconnaître que le pouvoir d'achat de la livre sterling n'est plus aujourd'hui que de 15 shillings 8 pence au lieu de 20 shillings, par rapport à la livre de 1948, et l'on doit ajouter que c'est là une estimation qui est au-dessous de la vérité. C'est dans cette rapide élévation du coût de la vie — qui frappe inégalement les différentes couches de la population — que nous devons chercher la véritable raison de la présente vague de grèves. En

fait, nous nous trouvons en face d'une situation économique qui se renouvelle périodiquement en société capitaliste : la pénurie au milieu de l'abondance. Un gouvernement conservateur qui se targue d'un « miraculeux » rétablissement économique, qui exhorte pieusement les ouvriers à partager son patriotique enthousiasme et... en même temps, à travailler plus dur et à se serrer la ceinture ! Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène particulier à l'Angleterre !

1926 et aujourd'hui

La grève générale de 1926 n'a pas échoué du fait d'un manque de courage de la part des grévistes eux-mêmes ; celui qui écrit ces lignes a joué un rôle modeste dans cette grève et il peut le certifier d'après son expérience personnelle ; il n'y a, en effet, aucune classe au monde qui témoigne *dans la pratique* de plus de conscience de classe que la classe ouvrière britannique, quoique aucune autre n'en soit davantage dépourvue quant à la *théorie*, aucune ne comprendrait moins qu'elle la dynamique de l'actuelle lutte de classe.

En 1926, la grève générale échoua parce que, en premier lieu, les travailleurs n'avaient pas de philosophie révolutionnaire, ni marxiste, ni autre, pour éclairer et montrer la route qu'il fallait suivre, et, en second lieu, parce que les politiciens du parti travailliste et les chefs des syndicats qui avaient été forcés, beaucoup contre leur gré, de déclarer la grève, tournèrent casaque dès qu'ils découvrirent — ce que tout révolutionnaire aurait pu leur enseigner — qu'en proclamant la grève *générale* ils faisaient le premier pas vers la *révolution*. Car une grève générale est une action contre l'Etat, c'est-à-dire contre la classe bourgeoise dans son ensemble, classe dont l'Etat bourgeois n'est que le « comité exécutif ». Mais, ainsi que nous l'avons signalé, il y eut toujours une totale absence de *doctrine* politique chez les ouvriers britanniques.

Les syndicats changent de camp

Il y a, aujourd'hui, une grande différence avec mai 26.

En 1926, les grandes lignes de la lutte de classe étaient encore bien marquées. D'un côté la bourgeoisie ; de l'autre, le prolétariat. Dans l'Angleterre qui fut le berceau et demeura pendant longtemps le principal foyer de la révolution industrielle, cette ligne de démarcation entre les deux classes était particulièrement nette. Mais aujourd'hui, il y a des taches au tableau et les lignes autrefois

si claires de la lutte de classe sont devenues plus ou moins indistinctes sous l'ombre projetée par le « Welfare State ».

Cela se manifeste particulièrement dans les grèves actuelles. Tandis qu'en 1926 le Labour Party se tenait, bien qu'un peu timidement, du côté des grévistes, il se dresse aujourd'hui contre les ouvriers chaque fois que ceux-ci recourent à une forme quelconque d'action directe pour la défense de leurs intérêts, en laissant inutilisée toute la grande machinerie d'arbitrage dont la plus grande part a été mise debout par le gouvernement travailliste de 45-51. Il ne fait guère de doute que si le Labour Party était aujourd'hui au pouvoir, M. Attlee et ses collègues seraient, eux aussi, en train d'examiner comment ils vont protéger l'« intérêt général » contre les travailleurs ! Et cela tout particulièrement dans le cas de la grève des autobus qui sont une entreprise nationalisée, et nationalisée par le gouvernement *travailliste* !

Pratiquement, il n'y a à peu près pas de différences dans l'attitude des deux partis réformistes, les torys et le Labour, à l'égard de la philosophie de l'action directe. Tout comme Churchill, et, en présence d'une situation identique, Attlee enverrait la troupe dans les docks pour empêcher les grévistes de causer des dommages à « notre » (*sic*) commerce d'exportation. La seule différence possible serait qu'Attlee prendrait peut-être un plaisir moins manifeste à agir ainsi que Churchill !

L'attitude du Labour Party est donc très différente de celle qu'il eut en 26, mais c'est surtout chez les syndicats que le changement est le plus grand. Le trait le plus significatif des grèves actuelles consiste en ce que le mouvement syndical officiel a changé de camp : le « Congrès des trade unions » (équivalent des C.G.T. françaises) qui, en 1926, se tenait du côté des grévistes est aujourd'hui *contre eux* ! Différence considérable ! En 1926, le Congrès des trade unions était à moitié de bon cœur, derrière les grévistes ; aujourd'hui, il est contre eux, de tout son cœur !

Les souhaits de Noël de la Cour

Il y a un an ou deux, ce très habile contre-révolutionnaire qu'est « Son Altesse » le duc d'Edimbourg, mari de la jeune reine Elizabeth, fit la démarche sans précédent d'envoyer une carte de souhaits de Noël au président du Congrès des trade unions. J'écrivis alors dans le *Socialist Leader* qu'à mon avis cette action de la part de la monarchie représentait un pas décisif dans l'évolution du mouvement trade-unioniste anglais.

Le Congrès des trade unions est, en effet, maintenant « arrivé » ; il est aujourd'hui tranquillement incorporé dans les cadres de l'Etat bourgeois. Et c'est une conclusion à laquelle les titres de noblesse si libéralement distribués aux chefs des syndicats conduit aussi, inévitablement. Lorsque, durant la génération précédente, le trade-unionisme était un mouvement *prolétarien*, sinon révolutionnaire, on n'assistait jamais à un pareil spectacle ! Vous ne voyez pas *Sir Tom Mann*, ou *Sir Ben Tillet*, ou *Sir Arthur Cook* !

Nous avons un proverbe anglais qui dit que « la paille montre d'où vient le vent » : de même font les titres royaux et les souhaits

de Noël (1). Le mouvement trade-unioniste est certainement en train de faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'acquitter envers les royales Altesses. *Sir* — encore un *Sir* — Arthur Deakin et ses collègues du Congrès des trade unions s'époumonnent à presser les grévistes d'abandonner l'action directe et d'accepter l'arbitrage « impartial » de l'Etat bourgeois — un Etat non seulement bourgeois, mais dirigé par un gouvernement conservateur ! Et le Conseil général du Congrès des trade unions, qui est l'état-major du Congrès, vient d'aviser solennellement les dockers que l'« intérêt national » exige qu'ils retournent immédiatement au travail et acceptent l'arbitrage « impartial ».

Font de même, il va sans dire, les Attlee, Morrison, Gaitskell et Cie, chefs parlementaires du Labour Party.

Quelques-uns des plus petits syndicats seulement, notamment celui qui ne comprend que des dockers, le syndicat « bleu » des « stevedores », gardent encore leur vieille combativité et participent directement à la grève.

Il faut à nouveau redire qu'à l'heure présente, ce dont a le plus grand besoin le mouvement ouvrier britannique, est un cours de théorie politique, notamment en ce qui concerne la nature de l'Etat bourgeois « impartial ».

Les leçons de la grève

Au moment où j'écris, la grève des dockers continue à s'étendre en dépit des exhortations combinées du gouvernement, de l'opposition parlementaire et des chefs syndicaux. Jusqu'ici, cependant, l'archevêque de Canterbury n'est pas encore intervenu pour exprimer la bonne volonté de Dieu à l'égard de la bourgeoisie et sa colère contre les grévistes qui prétendent en diminuer les profits. Mais il se peut que cela ait lieu à la première occasion, comme il en fut en 1926 !

N'étant ni prophète, ni spirite, ni « expert » économique, je ne prétends pas être à même d'établir l'horoscope de la grève. Depuis la grande grève des docks de 1889, les dockers de Londres ont toujours eu une tradition de combativité. On peut supposer que s'ils tiennent assez longtemps, quelques-unes, au moins, de leurs revendications seront probablement satisfaites. Les affaires, actuellement, marchent bien : en conséquence, la grève est une perte de profit pour les compagnies de navigation. En tout cas, au moment où ces lignes paraîtront, le monde — y compris les lecteurs de la *R.P.* — connaîtra sans doute l'issue de la grève.

Ce qui est beaucoup plus important, c'est de tirer la leçon de cette dernière manifestation du mouvement ouvrier que sont ces grèves anglaises de 1954, car il est bien évident maintenant pour le lecteur, nous l'espérons, que les conditions qui prévalent aujourd'hui en Grande-Bretagne sont très différentes de celles qui existaient dans le passé, aussi bien en 1926 qu'à tout autre époque.

(1) En plus de ce que nous venons d'indiquer concernant la croissante respectabilité du Congrès des trade unions, il faut ajouter que le Congrès est maintenant en train de construire, pour loger ses services, un véritable palais, près du British Museum. A juger de ce qu'on en voit déjà, Buckingham Palace, le Versailles de la Cour britannique, ne sera plus, à côté, qu'un modeste rendez-vous de chasse.

Quelles leçons convient-il donc de tirer des derniers événements pour les socialistes révolutionnaires et les syndicalistes ?

Le Labour et l'Etat

La première leçon qui se présente à nous est que, en Angleterre aujourd'hui et en France demain, nous sommes en face d'un état de choses réellement *totalitaire*. Non pas dans le sens d'un Etat à « un seul parti », à la mode fasciste ou stalinienne, mais dans le sens aussi important, bien que plus insidieux, d'une société dans laquelle aucune manifestation de la lutte de classe n'est plus permise. Dans une crise telle que l'actuelle, *tous* les organes de l'Etat bourgeois agissent ensemble et pareillement. Quand on y regarde de près, il n'y a plus maintenant aucune distinction entre torys et travaillistes dans le domaine politique, ou entre la Fédération des employeurs et le Congrès des trade unions dans le domaine économique. *Ils sont tous d'accord sur l'essentiel* : la seule chose qui soit interdite, qui soit absolument tabou, c'est une action de classe indépendante, quelle qu'elle soit — autrement dit : toute manifestation de lutte de classe.

Or, étant donné qu'il est évident que c'est précisément la totale suppression de la lutte de classe qui caractérise l'Etat totalitaire et en constitue le trait capital, nous devons en conclure que le présent « Welfare State » de la Bourgeoisie et du Travaillisme réunis, est *pour l'essentiel*, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, un Etat totalitaire dans lequel aucune divergence fondamentale et aucune lutte de classe ne sauraient plus être tolérées.

Naturellement, c'est un fascisme avec un petit f. Un gant de velours encore épais recouvre la main de fer. D'ailleurs, la bourgeoisie anglaise a toujours été la grande spécialiste mondiale du « camouflage », bien que le mot lui-même soit français.

Vers une renaissance du syndicalisme britannique ?

Il résulte clairement de ce qui précède que nous avons maintenant atteint la croisée des chemins. Les anciens instruments de la lutte de classe, ou bien sont actuellement périmés, ou bien se sont transformés dialectiquement dans leurs contraires. D'où, inévitablement, l'alternative qui se présente à nous : ou bien la lutte de classes disparaîtra pour une période indéfinie au sein d'une collaboration de classe universelle ; ou bien la guerre de classe, qui est le sang et la vie de toute société non totalitaire et le signe certain qu'une société non totalitaire existe, doit trouver de nouvelles formes pour se manifester. Lorsque la guerre de classe existe, aucune espèce d'Etat totalitaire ne peut survivre ; il lui faut « s'évanouir ».

Celui qui écrit ces lignes est surtout mêlé au mouvement politique révolutionnaire, mais il se pourrait bien que les colonnes de la *R.P.* aient à s'ouvrir à ceux qui, voulant s'opposer au cours présent des choses, cherchent à élaborer de nouvelles formes de syndicalisme révolutionnaire adaptées au monde de 1954. Les grèves anglaises sont une indication dans ce sens.

F. A. RIDLEY.

LA FIN DE L'HUMANITÉ ?

La vie n'a pu se développer sur la terre qu'après extinction à peu près totale de la radioactivité initiale.

Or, avec les « hommes », la matière devenue vivante vient de trouver des moyens de faire réapparaître la radioactivité contraire à toute vie. C'est une histoire de fous. Elle doit donc être prise au sérieux.

Je ne parle pas de la bombe atomique. Cette source-là de rayons, elle fait heureusement peur... Et, peut-être, la guerre atomique n'aura-t-elle pas lieu !

Mais il y a bien d'autres sources de radioactivité ! Le ministère de la Santé vient de distribuer des affiches destinées aux locaux où l'on produit des rayons. « **Rayon X : Danger !** » (Peut-être ces louables papiers rendront-ils les manipulateurs, médecins et infirmiers, moins insouciant pendant quelques jours).

L'affiche se termine par cette phrase : « LES TISSUS VIVANTS TOTALISENT LES IRRADIATIONS FAIBLES POUR DECLENCHER BRUTALEMENT UNE LESION CHRONIQUE TRES DIFFICILE A GUERIR. »

Ainsi donc, même une radioactivité aussi apparemment anodine que celle des ampoules de scopie n'est pas sans danger.

Parmi les effets surprenants des rayons — effets mal connus — il semble bien qu'il y a encore d'autres choses que le phénomène de **totalisation**. Il y a, par exemple, l'**effet retardé**. Les gens qui ont reçu une forte dose de rayons meurent ; c'est connu. Mais ils ne meurent pas tout de suite ; il faut quelques jours, ou quelques semaines. S'ils ne meurent pas, il semble bien qu'ils puissent, même longtemps après, présenter des accidents graves, auxquels on ne trouve pas d'autre cause que l'irradiation. Une fillette d'Hiroshima est devenue aveugle, plusieurs années après la bombe, par développement d'une cataracte double, maladie de vieillard.

On est donc en droit de penser que ce n'est jamais impunément que l'on reçoit un rayonnement de très petite longueur d'onde.

Or les sources de rayonnement de cet ordre se multiplient dans le monde. Tout Etat national veut avoir sa « pile ». On en vient même à faire bouillir de l'eau avec la chaleur qui accompagne les processus radioactifs (« Nautilus »)... Cela, c'est comme si on prétendait s'éclairer en utilisant la lumière produite par des coups de canon, et sans s'occuper de ce que deviennent les obus.

Car les générateurs radioactifs engendrent des corps qui **demeurent** radioactifs. Il est nécessaire de se débarrasser de ces sous-produits dangereux. Comment fait-on pour s'en débarrasser ? On les enterre, ou on les immerge. Le débarras est illusoire. Cela fait penser à une personne qui, brûlant du charbon dans une pièce close, se croirait à l'abri de l'oxyde de carbone pour avoir mis le réchaud dans un coin où on ne le voit pas.

Deux choses sont sûres :

1°) L'humanité ne renoncera pas à la production radioactive. (Elle peut en attendre de très grandes choses.) Les sources radioactives deviendront de plus en plus nombreuses ;

2°) La production radioactive **ne peut pas** être laissée au gré de multiples souverainetés.

Ou les Etats nationaux vont cesser d'exister ; ou ce sont les hommes qui disparaîtront, avec les animaux et les végétaux.

J. PERA.

Le « Justicialisme » en action

Nous n'essaierons pas de définir le « justicialisme », cette doctrine (?) que Peron modifie sans cesse et que ses agents présentent à coups d'adjectifs délirants. A l'origine, il s'agissait d'un nationalisme criard, d'un étatisme centralisateur, d'un socialisme paternaliste qui ne pouvait se comprendre que par des formules **anti** : ni capitalisme individualiste, ni communisme grégaire ; une sorte de troisième voie que le « caudillo » allait frayer à son peuple, par les seules vertus de son génie, de l'enthousiasme populaire et... de la pûrice. Depuis, les zigzags de la marche triomphale ont désespéré les observateurs les plus patients et les moins prévenus. Il ne demeure plus guère, des affirmations et des promesses grandiloquentes distribuées à pleine voix du balcon présidentiel, que les refrains propagandistes.

Il n'y a pas longtemps, Vulétich, parlant au nom de la C.G.T. péroniste (seule centrale reconnue), déclarait à une assemblée de l'Organisation Internationale du Travail : « Les employeurs deviennent plus intransigeants et plus égoïstes à mesure que les années passent. » Et il terminait son discours par cette phrase : « En accordant aux employeurs les mêmes droits qu'aux travailleurs, l'O.I.T. place l'argent au même niveau que l'homme. »

Voilà qui était bien dit. Regardons maintenant ce qui se passe en Argentine où Vulétich règne sur le monde du travail...

Nous lisons dans la presse (contrôlée, censurée et n'exprimant que les opinions du régime) : « Le président de la Confédération Générale Economique, M. Gerhard, assiste aux réunions hebdomadaires du Cabinet. » Et le ministre Revestido, à un banquet de la Chambre de Commerce de la capitale fédérale, présente ce fait comme la preuve « de la sincérité qui anime le gouvernement quand il propose de travailler en commun avec l'initiative privée ».

Il y a, en effet, une nouvelle politique péroniste. Elle consiste, suivant les propres termes que Peron a employés le 2 juillet 1954 devant les délégués patronaux, à transférer les entreprises étatisées aux mains des sociétés privées. « L'Etat argentin, a déclaré le président, se sentira très heureux le jour où il n'aura plus en son pouvoir une seule entreprise commerciale, industrielle ou de production ; parce que le moment sera venu où toutes les entreprises de production, de transformation et de distribution, qui sont aujourd'hui aux mains de l'Etat en conditions florissantes, seront absorbées par l'intérêt privé. Voilà notre orientation. »

Voilà qui va changer les thèmes publicitaires des attachés sociaux des ambassades argentines et le contenu des discours au B.I.T. !

L'origine de ce nouveau tournant se trouve-t-elle dans le voyage effectué récemment par Milton Eisenhower, ambassadeur extraordinaire nord-américain ? C'est possible, car d'autres mesures de type « libéral » sont prises ou annoncées : l'exploitation des gisements pétrolifères est confiée à des entreprises étrangères ; les discussions portant sur les salaires seront du ressort exclusif des salariés et des patrons. En tout cas, le virage est considérable, en paroles du moins, puisqu'il y a un an, Peron menaçait les propriétaires terriens de procéder à une réforme agraire « de style soviétique ».

Nous disons en paroles. Il est fréquent de voir

Buenos-Aires prendre une attitude d'autant plus nette qu'elle est passagère ; le temps d'obtenir un emprunt par exemple, ou d'attirer quelques capitaux en quête de dividendes.

La politique de bascule entre Moscou et Washington n'est pas terminée, et le nombre de conseillers ou de fonctionnaires communistes incrustés dans l'état-major gouvernemental n'a pas diminué.

Pour l'instant, les travailleurs argentins n'en sont pas à évaluer les termes d'un choix international ; ils se contentent de calculer leurs salaires en kilogrammes de nourriture. Une dizaine d'années de justicialisme ne rend pas ce calcul superflu. L'organe socialiste argentin « Nuevas Bases » a établi — en se basant sur des chiffres officiels qui pèchent par optimisme — un tableau permettant de mesurer le pouvoir d'achat d'un ouvrier par heure de travail. Il vaut tous les discours :

	1943	1954
Viande	2,000	0,750
Pain	4,000	3,000
Sucre	2,250	1,500
Yerba (maté)	1,000	0,750
Café	0,330	0,190

Mais la législation sociale d'Argentine est une des plus avancées qui soit au monde, dira-t-on. Celle de l'Union soviétique aussi peut-on répondre. Les faits sont plus éloquents, là encore. A la suite des grèves dans la métallurgie de Buenos-Aires, trois décrets ont été pris par le président de la nation argentine et contresignés par le ministre de l'Intérieur, Borlenghi. En voici le libellé identique pour les trois décrets : « Le président de la nation argentine décrète : (Art. I) — La police fédérale procédera à l'arrestation et mettra à la disposition du pouvoir exécutif... (suit une longue liste de noms, correspondant presque tous à des ouvriers métallurgistes). » Les grévistes, plutôt que jouir des bienfaits de la législation « avancée », subissent les lois répressives en vigueur depuis que « l'état de guerre intérieure » a été proclamé.

Mais il y a des syndicats ? Bien sûr. Voyons comment ils fonctionnent. Par exemple lors de la grève des métaux. Nous transcrivons une lettre d'information publiée par le bulletin des syndicalistes argentins exilés (Montevideo).

« A Buenos-Aires, au numéro 5 de la rue Castro-Barros, le 4 juin à 9 h. 15, 2.500 délégués sont réunis dans le local de la Fédération argentine de Boxe. En face du local, 1.500 ouvriers — très agités parce qu'ils savent que la commission directrice est prête à les trahir — réclament une assemblée générale. Alors qu'ils luttent pour entrer dans la salle, on entend des coups de feu, les portes sont défoncées et les vitres sont brisées.

» A l'intérieur, le sieur Baruch réclame le calme et la dignité ; des délégués demandent sa démission et échangent des coups avec ceux qui prennent sa défense.

» Dehors, un policier arrête un ouvrier et le conduit jusqu'à la station de métro à coups de poings.

» Les blessés et les morts sont enlevés en camion.

» A 10 heures, le désordre se généralise à l'intérieur : scènes de pugilat et jets de pierres et de bouteilles...

» A 10 h. 10, le calme étant rétabli, le sieur Baruch annonce que la grève prendra fin lundi à 0 heure, et signale à un officier de police que cette décision entraînera des incidents.

» A 10 h. 15, 800 personnes environ, aux cris de « A la plaza de Mayo ! » (où se trouve le palais présidentiel) parcourent la rue Rivadavia, portant des drapeaux argentins crêpés de noir. La police arrête le cortège à l'angle de la rue Uriburu. Trente ouvriers sont conduits en camion au Département central. Ils reviennent vers 12 h. 25 et annoncent à leurs camarades qu'ils ont parlé au chef de la police à qui ils ont demandé une entrevue avec le général Peron. Les manifestants décident de se réunir le lendemain au syndicat, à 8 heures.

» Le même jour à 13 h. 15, une centaine d'agents du Département central se réunissent au syndicat. Ils sont armés de revolvers et de gourdins. A 16 heures, ils déchargent deux camions emplis de gourdins et de barres de fer, préparent les lances d'incendie et, à 19 heures, plus de trois cents hommes, portant brassard, se pro-

mènent devant le local. Tout laisse prévoir qu'une chaude discussion se déroulera à propos des principes justicialistes.

» Le 5 juin à 8 h. 30, les ouvriers se réunissent face au local syndical et décident de former un comité de grève qui visitera tous les établissements le lundi et demandera aux travailleurs de poursuivre le mouvement. De même, ils décident de demander aux ouvriers d'Avellaneda de se solidariser avec ceux de la capitale.

» Le même jour, à 14 heures, des camions transportant deux cents hommes armés s'arrêtent devant le local de l'Union Ouvrière de la Métallurgie ; ils viennent, ainsi que l'annonce Santiago Gonzales, membre de la commission directrice, « courser » les mécontents, comme le furent ceux d'Avellaneda. La police surveille le local. »

Voilà donc l'atmosphère du justicialisme et voilà le rôle des dirigeants péronistes de la C.G.T. Une fois de plus, l'expérience montre que le chemin du pain ne peut être différent du chemin de la liberté.

L'ITINERANT.

UN GESTE DE SCISSION

L'organe officiel de la C.G.T.-F.O. nous a appris que la Commission Exécutive confédérale avait à l'unanimité interdit aux enseignants F.O. d'appartenir à la Fédération autonome.

Cette décision hâtive, brutale — que la C.E. n'avait d'ailleurs pas le droit de prendre — a provoqué une réponse de trois militants instituteurs que nous publions ci-dessous :

Une circulaire signée Galoni, secrétaire de la Fédération de l'Education Nationale, nous informe que la C.E. confédérale en sa séance du 22 octobre a décidé d'interdire la double affiliation à F.O. et à la Fédération Autonome de l'Enseignement. Pour Galoni, cette « ordonnance » a force de loi. Il ne transmet que pour « information ».

Il est cependant quelques objections de principe :

1^o) Cette interdiction peut être interprétée comme une condition statutaire d'adhésion — ou comme une mesure d'exclusion.

Dans le premier cas, seul le congrès peut modifier les statuts et la modification ne peut avoir d'effet rétroactif. Dans le second cas, la procédure d'exclusion est fixée par les statuts. La C.E. n'est nullement qualifiée pour instruire et juger de tels procès.

2^o) En règle générale, en vertu des principes fédéralistes — base de la structure confédérale — un syndicat est maître de son recrutement. Nous rappelons — pour mémoire — qu'un syndicat adhère à la C.G.T.-F.O. par le double canal d'une union et d'une fédération — que les syndicats nationaux ne sont pas prévus dans les statuts confédéraux. Que notre situation soit anormale, qu'elle provoque les réactions de nos camarades ouvriers ; mais l'affaire a déjà été examinée. Il aurait été possible de procéder à un nouvel examen. Dans le passé l'adhésion des instituteurs a déjà posé des problèmes difficiles. Mais autrefois, on s'efforçait de concilier des nécessités apparemment contradictoires et d'encourager la fidélité au syndicalisme ouvrier. Et on n'aurait jamais conclu par une décision hâtive et bâclée un débat de cette ampleur.

Nous sommes disposés à ce débat. En attendant nous n'opposons que deux observations aux affirmations de Galoni qui appelleraient plus longue réfutation.

1^o) Il est facile d'opposer la propagande F.O. dans

un syndicat coupé en deux par la scission à celle dans un syndicat ayant conservé son unité corporative. La scission chez les instituteurs n'ayant pas été consommée en 1948 — à tort ou à raison — il faudrait, pour juger équitablement, comparer les résultats obtenus par les militants F.O. au sein de l'autonomie et le bilan du Syndicat National des instituteurs F.O., fondé en 1950. Nous sommes prêts à cette confrontation.

2^o) On peut discuter sur le nombre des instituteurs pratiquant la double affiliation et douter des résultats de leur propagande. On n'a pas le droit de négliger le fait que, pour la plupart, ils ont adhéré à F.O. dès la fondation de celle-ci, qu'ils participent ou ont participé à l'activité des unions, qu'ils collaborent souvent avec le Centre d'Education Ouvrière. Autonomes par douloureuse nécessité corporative, ils sont militants à F.O. par leur volonté de fidélité au syndicalisme libre et à l'organisation ouvrière.

R. HAGNAUER (Seine)
R. PETIOT (Côtes-du-Nord)
U. THEVENON (Loire)

Nous n'avons rien à ajouter... actuellement. Les lecteurs de la « R. P. » qui ont lu nos articles sur la crise de la Fédération de l'Education Nationale F.O. doivent comprendre que, dans la situation présente, les enseignants qui participent activement à la vie des Unions de syndicats sont placés devant ce dilemme :

— ou abandonner l'autonomie et se couper de tout lien corporatif ;

— ou rompre avec F.O., ce qui privera nombre d'Unions de militants pour qui le syndicalisme est autre chose qu'une situation lucrative.

D'autre part, Galoni — responsable de cette décision — ne craint pas de mettre sur le même plan la Fédération autonome et la C.G.T.

Voilà qui nous éclaire sur la direction du vent... à la C.G.T.-F.O.

Un geste de scission, à la veille du congrès de la Fédération autonome et du congrès de la C.G.T.-F.O. — Une preuve nouvelle du mépris de l'action propre des U.D. Voilà la seule interprétation possible du vote de la C.E.

Félicitations aux... « minoritaires » de F.O. qui l'ont votée.

Pour que le pacifisme et le syndicalisme soient efficaces

De notre camarade F. Gauthier (des P.T.T. de la Creuse), à propos des articles sur « la plaque tournante de 1914 ».

Je suis de ceux à qui l'étude des responsabilités de la guerre de 1914 à travers les ouvrages non conformistes, parus vers les années 25-30, a dessillé les yeux aveuglés par l'endoctrinement scolaire. Cette brutale reconnaissance des erreurs lues dans les manuels scolaires officiels (Isaac et Malet) — je ne dis pas entendus de la bouche de mes professeurs — m'a permis de renverser totalement les idées acquises dans mon adolescence et de découvrir pacifisme intégral et syndicalisme révolutionnaire. Quoique pacifisme intégral et syndicalisme révolutionnaire ne doivent pas être des fauteuils dans lesquels s'assoit l'esprit, mais des moteurs de transformation sociale, des moteurs qu'il faut conduire et que les difficultés de la route peuvent obliger à réparer, à réviser, à modifier les mécanismes.

A travers les événements survenus entre 1939 et 1954 peut-on dire que ces doctrines ont rempli parfaitement ce rôle ?

Dans la négative, quelle doit être l'attitude du militant soucieux de l'efficacité ?

J'espère que notre camarade nous dira ce qu'il pense là-dessus.

Cette question est, en effet, celle que tous les militants doivent poser pour tenter de la résoudre. Et notre camarade Gauthier devrait développer plus longuement ses observations personnelles. Ce n'est pas pour lui renvoyer la balle. Car nous avons déjà répondu, au hasard de nos rencontres et propos. Ce qu'il faut d'abord c'est épurer le mouvement du stalinisme et de l'étatisme. Tout ne sera pas résolu. Mais tout deviendra plus clair. — R.H.

Les élections syriennes

Nous avons reçu de Damas, du camarade Gallienne, la lettre suivante :

Vous serez sans doute intéressé par quelques détails sur le résultat des élections syriennes.

Les indépendants forment le groupe (si l'on peut dire) le plus important de la Chambre avec 54 députés. Parmi eux se trouve l'ancien président du conseil Khaled el Azem, auquel on prête l'intention de former un gouvernement de coalition avec l'appui des indépendants, des populistes et des socialistes.

Le parti populiste a 34 élus. C'est très insuffisant pour qu'il puisse espérer faire accepter l'idée du croissant fertile (union de la Syrie avec la Jordanie et l'Iraq) par le Parlement.

Le parti nationaliste de Choukri Kouatly, ancien président de la République, compte 24 députés.

Vient ensuite le parti socialiste de la renaissance arabe, qui a 14 élus (au lieu de 4 dans la chambre précédente). Sa campagne a été particulièrement brillante à Hama, où la liste socialiste a battu celle de la famille Azem (grands propriétaires).

Le parti populaire syrien (fascisant), qui collabore avec Chichakly, a 2 élus. Le mouvement de libération arabe, que fonda Chichakly, en a 2 également, dont Kouzbari, président de la Chambre sous la dictature militaire.

Le parti socialiste coopératif, qui malgré son nom a fait cause commune avec les nationalistes, a un élu.

Pour la première fois en Syrie, un communiste stalinien, Khaled Bagdache, a été élu à Damas au premier tour. Son succès est causé par l'opposition des masses arabes à la politique américaine dont il est apparu comme l'ennemi numéro 1.

Il faut enfin ajouter les 9 représentants des nomades, qui sont comme d'habitude les émirs, chefs de tribus.

Les frères musulmans, en tant qu'organisation, n'ont pas présenté de candidats. Mais parmi les indépendants élus se trouve un de leurs dirigeants, Mchammed Mobarak.

Erreur d'orientation ?

En même temps qu'elle nous envoie un versement exceptionnel, pour nous aider à boucler le budget, et nous donne des adresses de possibles, Marguerite Landry nous fait une suggestion de travail en commun avec d'autres publications et formule une critique sur ce qu'elle appelle une erreur d'orientation des camarades Louzon et Hagnauer :

Sur le plan financier, il me semble qu'il y aurait un moyen d'améliorer la situation de la R.P., c'est en prenant des accords avec d'autres revues similaires pour un travail commun, par exemple le Trait d'Union ; cela permettrait peut-être d'étoffer la revue, en utilisant à la fois les articles approfondis des uns et les expériences pratiques des autres. Ne serait-ce pas ainsi le noyau de la Ligue syndicaliste ?

Mais d'autre part, je pense que les difficultés de la R.P. ne viennent pas seulement de la question financière, mais d'une erreur d'orientation, notamment de la part des camarades Louzon et Hagnauer. Je ne pense pas, en réponse à l'article de ce dernier, que « l'autre côté du rideau de fer soit muet » (voir juin 1953 à Berlin). Mais il nous faudra du temps pour déceler les conditions de lutte de classe en régime technocratique. Je pense que l'internationalisme se justifie au moins autant qu'en 1939, pas si facile bien sûr qu'en 1914. La première tâche serait évidemment de diminuer la conscience « nationale », et d'intensifier la conscience de classe. Il serait bon aussi de ne pas se faire d'illusions, notamment de la part des jeunes animateurs F.O. (pool charbon-acier, plein emploi, raccourcissement du secteur distributif, etc.), mais de voir constamment les interventions des gouvernements dans le cadre de l'évolution du capitalisme.

On peut certes essayer de s'entendre avec des publications amies pour une aide mutuelle en vue d'une meilleure diffusion, et la reproduction d'articles parus ailleurs demeure toujours possible, mais il y aurait sans doute plus d'inconvénients que d'avantages à la rendre systématique, entre deux organes, chacun perdant alors son originalité et la lecture des deux ne devenant plus nécessaire...

Quant à l'erreur d'orientation qui est reprochée notamment à Louzon et à Hagnauer, les lignes, trop brèves, de Landry ne permettent pas d'en discuter, car rien de ce qu'elle écrit ne semble contredire leurs articles.

Mais il est certain que tout ce qu'écrivent ces camarades n'est pas du goût de tous nos lecteurs. Ce n'est pas à Louzon et à Hagnauer qu'il faudrait le reprocher, mais à ceux qui ne sont pas d'accord et s'abstiennent de le dire.

Ce qui est grave et nuit à la R.P. c'est qu'on a perdu l'habitude de discuter. Voilà le malheur !

« Après le congrès du S.N.I. »

De Couic, du Finistère :

Sera-t-il permis à un militant abonné à la R.P. depuis 25 ans de formuler quelques observations sur les opinions et les remarques émises par Folcher et Franc de la Loire « Après le Congrès du S.N.I. » ?

Les instituteurs forment une part relativement importante dans le petit groupe des lecteurs de la R. P. Ils pourront se faire une opinion valable sur le congrès du S.N.I. à la lecture de l'analyse portée par l'École Libératrice à la connaissance de chaque adhérent. Ils pourront porter un jugement sur l'ensemble des décisions prises par le congrès. Ces décisions correspondent sans contestation possible à l'opinion de la masse du personnel groupée dans sa quasi-totalité dans ce magnifique Syndicat National dont le caractère unitaire et l'esprit de démocratie sont probablement uniques dans le mouvement syndical français. Ce n'est donc pas à l'intention des instituteurs que j'écris ce qui suit, mais en pensant aux militants des autres corporatifs que nos assises nationales et la vie de notre organisation peuvent intéresser.

À la lecture de l'article de Folcher et Franc, ces derniers ont pu croire que le congrès du S.N.I. s'est déroulé dans la confusion et dans le mépris de la démocratie syndicale. Rien n'est en réalité plus inexact.

Il y a eu des tentatives de confusionnisme, cela est indiscutable. Mais ces tentatives ont été le fait des communistes seuls, qui refusent aujourd'hui toute étiquette et que nous appelons pour la commodité de la terminologie « ex-cégétistes ». Cela Folcher et Franc l'ont bien mis en lumière. J'ajouterais, pour compléter leurs informations, qu'une manœuvre « ex-cégétiste » s'est développée dans les coulisses du congrès pour tenter d'aboutir à la rédaction d'une motion dite de « synthèse et d'unité » allant dans le sens voulu par le P.C.F. sur le plan de l'orientation. Tout allait bien : on avait même trouvé un secrétaire de section majoritaire, flatté sans doute d'être le porte-parole d'un groupe assez important, et qui aurait rapporté la motion devant le congrès. Ce trop naïf camarade a-t-il vu en fin de compte quel rôle on voulait lui faire jouer ? Je ne sais. Toujours est-il qu'au bout du deuxième jour des laborieuses confrontations d'opinions, il s'est récusé, et le texte prévu a été retiré. Plus de synthèse ; plus d'unité ! Les mandats cégétistes ont dû se diviser sur deux textes de même inspiration : l'un présenté par Fournial, leader communiste membre du bureau national ; l'autre par DENOÏZE, délégué de la très cégétiste section des Bouches-du-Rhône qui compte dans son « brain-trust » Buisson, colistier de Fournial au bureau national. Pure tactique ? Rivalité entre militants communistes ? La chose est pour nous sans importance. Ce que nous savons c'est que les mandats cégétistes des sections se sont portés indifféremment sur l'un et l'autre texte. Nous savons additionner... et remarquer que le total reste inférieur à ce que nous avions compté les années précédentes à l'actif de la tendance inféodée au P.C. Nous savons aussi que l'attitude nette de la direction du S.N.I. a obligé cette tendance à se prononcer sur ses propres textes, alors qu'elle rejetait, soi-disant, tout vote sur l'orientation.

Est-ce la raison pour laquelle Folcher et Franc accusent le bureau national du S.N.I. de « porter une part de responsabilité dans l'équivoque » posée au S.N.I. par les ex-cégétistes ? Ne disent-ils pas cependant que la majorité a tout fait pour détruire l'équivoque lorsqu'ils parlent « des sarcasmes, des moqueries, des coups de fouet d'un Forestier en grande forme et de quelques délégués ». Depuis la présentation du rapport moral, le premier jour,

jusqu'au discours de clôture du secrétaire général, le congrès a vu l'ensemble de ses travaux se dérouler sous le signe de la recherche d'une orientation clairement définie. À aucun moment et dans aucune mesure la majorité n'a accordé aux ex-cégétistes la moindre concession sur le fond des thèses ni sur la forme des motions exprimant ces thèses. Est-ce cela une position « équivoque » ?

Sur le fond même des débats et des positions prises je ne veux pas aujourd'hui discuter avec nos camarades de la Loire ; cela mènerait trop loin, en particulier si je voulais relever leurs imputations concernant le « manque de combativité » du S.N.I. et sa « nostalgie de l'État ». Ce qui compte le plus à mes yeux, c'est que les décisions du congrès coïncident effectivement avec l'opinion réelle de la majorité des syndiqués de la base, démocratiquement consultés et entendus. Or, nos camarades Folcher et Franc semblent avoir voulu faire croire aux lecteurs de la R.P. que le congrès du S.N.I. s'est déroulé dans un climat antidémocratique où la manœuvre a été reine et où les voix des délégués des sections départementales n'ont pu librement se faire entendre. Ils mettent en cause deux importantes commissions du congrès : la commission d'organisation et la commission des résolutions.

Je précise que ces commissions ont été désignées par l'unanimité du congrès, sur proposition du bureau.

Un congrès ne peut se dérouler dans l'anarchie et ses débats demandent à être organisés dans l'ordre. À aucun moment du congrès, les décisions de la commission n'ont été mises en cause par quiconque. Chaque section compte plusieurs délégués ; en général, les diverses nuances de la pensée des syndiqués peuvent ainsi être représentées par des porte-parole qualifiés. Chaque délégué doit savoir prendre ses responsabilités et les secrétaires de section n'ont ni plus ni moins de prérogatives que les autres délégués. Il est d'ailleurs de règle dans un congrès du S.N.I. que sur toutes les questions les minorités disposent d'un temps de parole égal à celui de la majorité. N'est-ce pas démocratique ? Après avoir crié à la manœuvre Folcher et Franc disent que la Loire « obtint un temps de parole suffisant et put développer ses interventions comme elle le souhaitait ». Il en a été de même pour tous. Alors pourquoi insister sur la « cristallisation » des tendances et sur « l'étiquetage » abusif des délégués ? Nos camarades savent bien qu'en fait de « cristallisation », il est notoire que si la majorité prend actuellement des positions parfois durcies en certaines circonstances, c'est par mesure d'auto-défense contre le traditionnel monolithisme de fait dans tous les votes et toutes les interventions des minorités École Emancipée et ex-cégétiste. Le plus large libéralisme ne peut se confondre avec un total « laisser-faire », et lorsqu'on donne à chacun des droits égaux, dans la clarté, tout le monde en définitive doit y trouver son compte, comme nos camarades de la Loire y ont trouvé le leur. Et « l'intelligence » n'a jamais été sacrifiée chez les uns, ni chez les autres.

Au sujet de la commission des résolutions, je voudrais également faire une mise au point. Les grandes commissions du congrès, correspondant aux grandes questions à l'ordre du jour, étudient les résolutions à présenter pour clore les débats sur ces questions. Une demi-journée leur est réservée, chaque délégué y a librement accès et participe à leurs travaux. C'est ainsi qu'ont été débattues les motions relatives à la culture populaire, à la réforme des écoles normales, à la coordination des enseignements, aux revendications des jeunes, à l'Union française. La commission des résolutions avait une double tâche :

a) s'occuper des motions traditionnelles d'orien-

tation, de revendications corporatives, de défense laïque ;

b) faire un tri dans les motions diverses traitant de questions non inscrites à l'ordre du jour du congrès pour savoir lesquelles méritaient un vote (voire un débat) du congrès et lesquelles pouvaient être directement envoyées au bureau national pour étude et suite à donner. Les décisions relatives à ce tri sont celles que nos camarades de la Loire mettent en cause. Je crois pouvoir préciser que la commission a pris toutes les décisions de renvoi au bureau national, à l'unanimité, après discussion. Ce fait signifie à mes yeux que les décisions prises ne sont entachées d'aucun parti pris, car la vigilance des membres de la commission est généralement fort en éveil. Il tombe d'ailleurs sous le sens que la liste des questions diverses à soumettre au vote du congrès ne peut être allongée à l'infini.

Quant à inclure dans la commission tous les auteurs de motions, cela n'est pas possible. Chacun sait qu'une assemblée trop nombreuse ne peut travailler avec efficacité sur des textes divers. La commission des résolutions siège en même temps que se tiennent les séances plénières du congrès. On voit mal une centaine de délégués (autant que de sections départementales) être absents de ces séances pour tenir, à côté, une sorte de petit congrès parallèle au grand. A la lumière de l'expérience et dans un souci d'efficacité, on a dû se rallier à la solution actuelle : une commission restreinte où tous les courants de pensée sont représentés. Il n'y a là ni manœuvre, ni étouffement, ni manque de sens démocratique, mais cela relève du simple bon sens.

Folcher et Franc se plaignent encore que les congressistes n'écoutent pas toutes les interventions avec une égale attention. Voyez-vous, camarades, quatre jours de congrès, quatre jours de « discours », c'est peut-être un peu long et dans toutes les asises, quelles qu'elles soient, il y a des orateurs qui « accrochent » la salle et d'autres qui n'en ont pas l'oreille. Cela ne tient pas au nom, connu ou inconnu, de l'orateur, cela ne tient pas non plus à la nature du sujet développé. C'est le talent de l'orateur qui provoque l'attention de la salle, qu'il s'agisse du congrès du S.N.I., comme de toutes les assemblées. Nos camarades de la Loire ont su, eux, faire en sorte que le congrès les écoute avec beaucoup d'intérêt, même s'il n'a pas cru pouvoir les suivre sur certains points.

REPONSE DE FRANC

Je remercie notre camarade Couïc pour son papier. Une réponse à un article est un signe d'intérêt, et trop souvent hélas ! une idée ou une impression ne tombe que dans le vide. Je précise tout de suite : Je n'ai pas dit que le S.N.I. n'avait pas de démocratie. Je reconnais bien volontiers que notre organisation peut donner des leçons à beaucoup. Je pense seulement qu'il pourrait y en avoir davantage. Je me méfie de certaines fausses démocraties. Couïc parle d'un certain secrétaire de section pressenti dans les couloirs pour ajouter à la confusion en défendant une motion dite de « synthèse et d'unité ». Je n'aime pas beaucoup les choses vagues. D'autant que j'aurais pu être ce secrétaire de section majoritaire pressenti, et je n'aurais été ni naïf ni flatté. Il y a des faits. Couïc. La section de la Loire demandait la possibilité d'une motion de synthèse. Sept autres sections non cégétistes demandaient aussi une motion de synthèse.

Vois-tu Couïc il y a les ex-futurs-ex-cégétistes qui veulent noyer le poisson et puis il y a aussi ceux qui pensent que la cristallisation des tendances n'est pas fatalement du syndicalisme et que la mise en carte n'est pas une chose désirable. Certains ont vu dans mes interventions un courant E. E. D'au-

tres, peut-être, un courant cégétiste. Qui sait ? Il faut absolument mettre une étiquette sur un homme. On ne voit plus l'homme capable d'être à la fois E.E., majoritaire, cégétiste ou tout bonnement porte-parole d'une section.

Je veux rassurer tous mes camarades. Ma naïveté n'est pas assez grande. Je ne suis pas celui qu'on a pressenti pour semer la confusion. Chargé par la Loire de réaliser une motion de synthèse avec les courants qui pouvaient, qui pourraient tout de même se mettre d'accord sur des points importants, j'ai vu tout de suite que cette tentative était impossible, qu'elle ne sémerait effectivement que la confusion en faisant le jeu des seuls ex-cégétistes et j'ai enterré moi-même le mandat qui m'avait été donné.

Quand je parle d'équivoque, je parle d'un autre sujet que Couïc. Et le papier de Couïc montre justement combien j'ai raison. Pour le bureau, trop souvent l'action consiste surtout à agir pour que dans un congrès « telle ou telle tendance soit dans l'obligation de se prononcer ou d'agir comme le souhaite le bureau ». Je ne vois pas là le syndicalisme, justement.

Mon syndicalisme n'est pas une question de congrès, de paperasses, d'organismes mis sur pied, de mesures, de combinaisons plus administratives que syndicales. Il est surtout d'esprit, d'élan. Couïc ne se rend pas compte que si au congrès Forestier et le bureau ont eu un avantage certain, ils ont cependant favorisé l'équivoque par tout le reste de leur attitude : chaque fois qu'on compte sur l'Etat, par exemple pour obtenir quelque chose et en particulier dans le domaine de la culture populaire, on va dans le sens de nos camarades cégétistes.

Ce qui nous sépare fondamentalement d'eux, c'est justement le rôle de l'Etat. C'est parce qu'ils ont su identifier l'Etat russe et le parti communiste russe qu'ils ont écrasé les prolétaires de Russie. Ils adorent l'Etat qui représente pour eux l'avenir désirable, cet Etat dont ils espèrent faire la conquête facilement. Ils se méfient au contraire des antiétatistes, des individualistes qui comptent d'abord sur leur force et leur action pour obtenir, et pensent et disent que l'individu est au-dessus de l'Etat, même prolétarien.

Modifier l'article 16 ou accepter cette modification relève d'un état d'esprit que je regrette. Le fait « que les décisions du congrès coïncident effectivement avec l'opinion réelle de la majorité des syndiqués de base » ne prouve pas que ces décisions sont syndicalistes. Dans un syndicalisme de masse, la base a besoin d'être au contraire formée et éduquée. Si les syndiqués de « la belle époque » avaient attendu l'avis favorable de la masse pour faire grève il n'y aurait jamais eu de mouvement revendicatif.

Chez nous, il y a peu de temps encore, certaines grèves ont été lancées qui ne correspondaient pas toujours avec les désirs réels de la base. Il ne faut pas suivre la base, seulement quand elle va dans un sens réformiste et bourgeois. Il faut aller aussi, je l'ai dit, à contre-courant. Les sections verront dans l'Ecole syndicaliste les motions déposées par la Loire à la commission des résolutions et qui ne sont pas revenues de cette commission. C'était autre chose que des questions diverses.

Ceci dit, je voudrais que Couïc comprenne mon état d'esprit et les raisons de « mes impressions ». Il n'y a pas d'attaque systématique. Je reconnais le gros travail fait par le bureau. Je lui demande de faire plus encore, parce que je voudrais notre organisation aussi parfaite que possible et parce que je crois que la pensée syndicaliste réelle est le seul guide valable pour éviter l'embourgeoisement comme pour rendre puériles les oppositions de tendances et vaines les tentatives de confusion.

Le dernier anarchiste français est mort : Alexandre JACOB

Jacob, le chef de la « bande Jacob », les cambricoleurs anarchistes d'Amiens, s'est tué en août dernier, à l'âge de 75 ans, après avoir passé vingt-cinq ans au bagne, dont six aux fers.

Il s'est tué parce qu'il ne voulait point de la vieillesse, d'une vieillesse déshonorante où l'homme n'est plus libre, parce qu'il ne peut plus se battre. L'« anarchiste » a ainsi renouvelé, à cinquante ans de distance, le geste du « marxiste » Lafargue se tuant, avec sa compagne, à 70 ans, pour les mêmes raisons.

En pleine lucidité, avec la pleine maîtrise d'eux-mêmes, sans motifs occasionnels, ces rudes lutteurs ont accompli le geste qu'ils avaient décidé depuis longtemps parce qu'il était en conformité avec leur commune philosophie, la philosophie du révolutionnaire qui ne veut rien demander à personne, pas même, et surtout pas, la pitié.

A l'exception de l'un des complices de Ravachol qui, je crois, vit encore, Jacob était, à ma connaissance, le dernier survivant de la période héroïque de l'anarchisme, c'est-à-dire de l'anarchisme : la période qui va de 1890 à 1914, de Ravachol à Bono.

On peut prétendre avec quelque raison que les anarchistes de la deuxième décennie ne furent que des successeurs dégénérés de ceux de la première.

Certes, entre le hold-up sur un encaisseur de banque afin de se procurer des fonds, fût-ce pour la plus noble des causes, et la bombe lancée sur la terrasse d'un café (le Terminus de la gare Saint-Lazare), qui visait à frapper la bourgeoisie en tant que classe, ou celle jetée en plein Palais-Bourbon en condamnation de l'Etat et du parlementarisme, il y a de profondes différences. De ce défi global à la société qu'était la « propagande par le fait » à la « reprise individuelle » sur la société, qui ne peut jamais être que partielle, il y a dégénérescence.

Cependant, les uns et les autres, ceux de 90 et ceux de 1900, appartenaient à la même famille d'hommes, celle de ceux qui se refusent à composer avec l'injustice sociale et qui préfèrent s'en aller en « faisant claquer la porte » (1), que ce soit par le moyen d'un geste symbolique, comme ceux de 90, ou par celui d'un illégalisme poursuivant des buts plus concrets, comme ceux de 1900. Je ne pense point que les premiers refuseraient de reconnaître leurs frères dans les seconds. D'ailleurs, le plus ancien de tous, Ravachol, pratiqua lui-même les deux formes d'action : il fut le dévaliseur d'ermite et le détrousseur de tombes aussi bien que le vengeur des militants ouvriers de Clichy.

La guerre de 14-18 qui marqua une césure dans l'évolution du monde moderne, celle qui sépare la fin de l'ascension du commencement de la descente, marqua la fin de l'anarchisme. A partir de 1920, l'anarchisme, sinon le mot, mais la chose telle qu'elle avait été durant les décades précédentes, disparaît de France. Il sombre dans le pacifisme larmoyant ou dans l'exaltation de la liberté sexuelle.

Par contre, en ce pays hors d'Europe, demeuré obstinément à l'écart de l'évolution occidentale,

(1) Déclaration d'Emile Henry.

qu'est l'Espagne, l'anarchisme connaît entre les deux guerres sa plus belle époque. On peut dire que durant vingt années ce sera lui qui, par ses attentats et son impulsion du mouvement ouvrier d'abord, par la révolution de 36 ensuite, animera toute la vie politique et sociale de la péninsule.

La raison de ce contraste est simple.

1920 vit en France une brusque élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, alors que le travailleur espagnol demeurait aussi misérable et même plus, que le prolétaire français des années 80 (2). Or l'anarchisme est, avant tout, héroïsme. Ce qui rassemble les vrais anarchistes, de quelque étiquette qu'ils se parent ou à quelque nationalité qu'ils appartiennent, c'est l'héroïsme. L'héroïsme qu'exige le combat à mort contre une société qui dispose de moyens de défense formidables. Ce n'est pas à tort que l'on considère Bakounine comme le « père de l'anarchie », Bakounine qui parcourait l'Europe à la recherche des lieux où l'on se battait et de ceux où il espérait qu'on allait se battre.

Mais l'héroïsme des révoltés ne peut naître que chez des désespérés. A partir de 1920, la condition ouvrière, en France, n'était plus désespérée, d'où la fin de l'anarchisme français, tandis qu'en Espagne où elle demeurait plus désespérée que jamais, l'anarchisme atteignait son apogée.

L'héroïsme est une plante qui ne fleurit point sur le terreau de la vie facile. **R. L.**

(2) En dehors de l'Espagne, l'anarchisme ne conserva une certaine vie entre les deux guerres qu'en Italie, et sous une forme moins vigoureuse qu'en Espagne. L'Italie est, en effet, au point de vue de la misère ouvrière, intermédiaire entre l'Espagne et la France.

Edouard Dolléans

La presse a consacré à l'historien du mouvement ouvrier disparu récemment des articles nécrologiques qui nous dispensent de tracer ici sa biographie.

Mais son œuvre appelle un hommage suffisamment nourri. Nous y avons pensé. Le temps ne peut jeter « l'ombre de l'oubli » sur le monument qu'il nous laisse. Nous nous efforcerons d'en tirer l'essentiel pour les lecteurs de la « R.P. ».

Lucienne Borias-Baldacci

C'est avec une douloureuse stupeur que nous avons appris la mort de Lucienne Borias, fille de notre cher Baldacci — le grand militant des instituteurs de la Loire — victime d'un accident d'automobile, au cours d'une tournée syndicale.

Partout où passa cette jeune institutrice, rayonnante de vie, dans la Loire, le Calvados, le Gard, elle portait avec sa richesse intellectuelle la clarté morale qu'elle tenait de son père et de sa mère.

Baldacci frappé brutalement à l'aube de la retraite, Lucienne frappée aussi brutalement en pleine activité, la fatalité s'acharne sur une famille dont la précieuse amitié a largement compensé les défaillances de tant d'autres.

A sa mère, à son mari Georges Borias — fidèles lecteurs de la R.P. — à ses deux petites filles, nous ne pouvons offrir que la consolation dérisoire d'un souvenir fidèle et douloureux.

Le vrai problème nord-africain

En quoi consiste le problème nord-africain, c'est-à-dire ce conflit qui oppose la France à l'unanimité des autochtones de religion musulmane ?

C'est avant tout la possession du sol.

La présence de la France en Afrique du Nord se manifeste sur trois plans :

- Stratégique,
- Economique,
- Politique.

Le troisième n'étant organisé qu'en fonction des nécessités des deux premiers.

C'est volontairement que nous éliminons le plan culturel, la France ne s'étant employée qu'à renforcer un maraboutisme qui facilitait son oppression. L'analphabétisme qui atteint 90 % des habitants de ces territoires le démontre. « Elle a le plus parcimonieusement dosé l'instruction aux indigènes », **Sarraut** **dixit.**

Sur le plan stratégique, c'est-à-dire la garde des bases en Méditerranée, dont Bizerte est la plus importante, les Nord-Africains n'ont jamais formulé d'objections ; ils ne sont pas encore parvenus au niveau des problèmes internationaux et ils considéreraient au contraire comme un élément de sécurité la concession à la France des responsabilités stratégiques.

Sur le plan économique, les fonctionnaires français ont joué, il fut un temps, un rôle capital et utile pour ces territoires. Mais, actuellement, les Nord-Africains pourraient se suffire. La relève ne pouvant normalement s'effectuer que sur 10 ou 15 ans, la mise à la retraite des éléments en place donnera les vacances nécessaires et les points de détail d'un accommodement sont aisés à définir.

Si la France n'admet pas de substitution des fonctionnaires, c'est que pour maintenir son hégémonie nécessaire à la conservation du Foncier agricole, elle juge indispensable de diriger par la voie de ses propres citoyens tous les rouages du pays.

Dans les professions libérales, les indigènes occupent rapidement les places qui leur sont dues. C'est ainsi qu'en 1949, le Barreau de Tunis dénombrait seulement 25 avocats français pour 300 membres. Cette proportion était encore plus faible à Sousse et à Sfax.

Dans le commerce tunisien, les Arabes et les Israéliens en représentent 97 % et les Français, 3 % seulement — installés dans le commerce de luxe principalement.

Pour ce qui concerne les mines et les quelques industries de transformation existant en Afrique du Nord, il n'y a pas de problèmes particuliers autres que ceux de la main-d'œuvre, de la fiscalité, et de l'épargne.

Ces dernières entreprises ont été révélées et créées de toutes pièces par la France avec sa technique et ses capitaux, les Nord-Africains ne sont pas encore capables d'en assurer la gestion qui implique dans de nombreux cas des connaissances et des ramifications qu'ils ne possèdent pas. Et, de fait, ils ne convoitent pas ces industries et n'ont pas d'hostilité à leur égard, notamment parce qu'elles répartissent généralement des salaires considérablement plus élevés que ceux versés par les colons, et, il faut le reconnaître, parce que ces peuples n'ont pas dépassé, sur le plan économique, les opérations touchant au Foncier.

Même en Egypte, les mines, l'industrie chimique échappent au capitalisme indigène qui est pourtant

actif pour les terres et les immeubles. Donc, sans convoitises, pas d'hostilité.

Ainsi, la classe ouvrière, moins mal traitée, et mieux payée dans l'industrie, est tolérante, tandis que la bourgeoisie, inexpérimentée en ces sortes d'affaires, ne désire ni en prendre la responsabilité ni y engager ses fonds.

C'est tout autrement que se présente le problème de la terre.

Lorsque l'Afrique du Nord a été occupée par la France, les indigènes ne connaissaient pratiquement pas de famine. Ils vivaient d'élevage et de culture extensive dans une économie fermée et assez bien équilibrée. La Tunisie, avec ses 170.000 kilomètres carrés et ses 1.700.000 habitants, était un exemple du genre ; l'indigène y travaillait peu et vivait bien.

L'objectif de l'occupant fut de faire des côtes sud de la Méditerranée un territoire de peuplement, et, pour cela, de retirer la terre aux Berbères et aux Arabes pour la donner à toute une tourbe de pseudo-Latins, souvent évadés du gendarme, de façon à ce qu'ils tiennent le sol avec leurs semelles, comme disait M. Caillaux.

Les débuts de cette colonisation furent difficiles. Sans connaissances, sans capitaux, sans scrupules, ignorant tout de ce pays, ces bandes de colons dont le seul objectif était de s'empiffrer connurent de rudes déboires. Les terres n'étaient d'ailleurs pas débroussaillées pour la plupart, et peu d'entre eux songeaient à en débroussailler, contrairement à la légende.

La prise de possession du sol nord-africain par les colons s'affirma en deux bonds. Le premier, ce fut à la faveur de la guerre de 14-18 qui apporta une possibilité de défricher gratuitement parce que le manque de combustible dû à la suppression des transports maritimes avait porté le prix du charbon de bois à un cours tellement élevé qu'en Tunisie tous les spécialistes qui étaient Tripolitains, dans le département de Constantine les Kabyles, et dans le département d'Oran les Riffains, arrachaient la brousse avec, pour seule rémunération, tout ou partie du charbon de bois. Voilà comment fut débroussaillée l'Afrique du Nord, et les colons n'y contribuèrent que dans peu de cas.

Dès ce moment, de grands espaces propres à la culture du type français étaient ouverts à la colonisation. Avec la complicité de l'administration française qui alla jusqu'à fonder des services d'expropriation dans les préfectures algériennes, la spoliation des biens arabes, habous, terres collectives, etc. fut menée rondement. Et les indigènes furent employés comme ouvriers agricoles.

Puis, après quelques tentatives malheureuses de motoculture, l'importation massive des machines américaines, à partir de 1930, permit d'étendre toujours davantage le travail de la terre et de diminuer continuellement la main-d'œuvre.

Sans terre, sans métier, sans emploi, l'indigène devint alors un chômeur. Les colons d'Algérie en firent refouler plus de 600.000 sur la métropole, mais la Tunisie et le Maroc ne purent en faire autant, et l'agitation s'y développa plus vite.

Ce que les Français de France, qui sont destinés à supporter les conséquences de ce conflit ne veulent pas comprendre, c'est l'immense misère et le déses-

poir dans lesquels la colonisation a plongé la masse des Nord-Africains.

Pour résumer cet état de choses, prenons le témoignage de Mgr Mercier, évêque du Sahara. Dans une communication qu'il fit en juin 1954 au comité central de la France d'outre-mer à Paris, où il évoquait l'effroyable misère des indigènes et les conditions inhumaines de vie de la population algérienne, il précisait que 80 % des travailleurs agricoles avaient un revenu annuel inférieur à 15.000 francs et que sept cent mille travailleurs algériens étaient des chômeurs permanents. En outre, après avoir souligné « la scandaleuse disproportion des niveaux de vie entre Européens et Musulmans », Mgr Mercier concluait que le problème le plus urgent au Sahara est celui de la jeunesse qu'il faut nourrir et préparer à la vie.

En Tunisie, la population augmente de 70.000 âmes par année. Or non seulement la colonisation ne se soucie pas de donner la moindre place à ces indigènes qui ont été misérablement spoliés du sol de leurs ancêtres, mais bien plus, la colonisation veut arracher à ces pauvres gens les derniers lopins de terre qu'ils détiennent encore. Certaines régions plus occidentales et moins bien desservies comme le Cap-Bon en Tunisie, comme Djidjelli en Algérie (Constantinois) se trouvent encore aux mains des indigènes, et si, en 1945, les assassins massifs perpétrés par le général Duval portèrent dans la région de Djidjelli, et si, en Tunisie, les premiers ratissages furent réservés au Cap-Bon, si la répression se fait toujours sentir vigoureusement dans ces parages, c'est parce qu'il y a encore de la terre à voler.

L'« autonomie interne » n'intéresse ni le problème stratégique ni l'économie industrielle. Les mineurs et les usiniers sont accoutumés à exploiter dans tous les territoires, aux Indes, en Egypte et ailleurs, des entreprises qui sont, en outre, généralement moins imposées qu'en Europe. En Egypte, par exemple, les phosphates de la mer Rouge appartiennent aux Italiens et aux Anglais, le gaz et l'électricité surtout aux Français, et tout s'y passe normalement. Il n'y aurait donc pas de raisons pour que la France s'impose des frais considérables d'occupation et d'administration pour conserver son actif industriel, ni même pour préserver ses privilèges d'échanges que les Nord-Africains lui contestent moins que les Anglo-Saxons.

Le problème de l'Afrique du Nord est donc exclusivement un problème agraire ; c'est certainement un des points du globe où la réforme agraire s'impose de la façon la plus impérative, et c'est elle seule qui commande les arrangements politiques. Comment la France peut-elle consentir une souveraineté à un Etat dont le plus grand souci est de redistribuer les terres alors qu'elle-même considère que l'accaparement n'est pas fini ?

Tout le reste n'est qu'hypocrisie.

★

Aussi, ce qui frappe dans le conflit nord-africain, c'est le silence que les deux parties sont d'accord pour faire régner sur ce sujet. De la part des occupants, cela se conçoit, mais de celle des spoliés, c'est naïf. Ils s'imaginent peut-être encore qu'ils pourront parvenir à leurs fins par surprise ou par ruse.

Récemment, un des membres distingués du Néo-Destour, M. Hedi Noura, a publié dans l'Express un excellent article au sujet de la Tunisie et empreint d'une grande probité, mais sur le problème agraire, pas un mot.

Or les Nord-Africains ont tout à gagner en posant le problème dans toute sa crudité, et en mettant les pieds sur la table.

Il existe en Afrique du Nord des domaines allant jusqu'à 50.000 et 100.000 hectares qui furent sim-

plement attribués par tripotage politique suivant la coutume coloniale. Ces concessions doivent être annulées et les détenteurs sortis des lieux sans indemnité. Ces terres doivent être réparties aux indigènes.

Il existe ensuite des colons qui ont accaparé comme ils ont pu, l'honnêteté n'étant pas la même partout, d'autres milliers d'hectares.

Il faut limiter — comme cela finira d'ailleurs par se faire sur tout le globe qui devient trop petit — l'étendue dont un foyer peut être propriétaire, et indemniser pour l'excédent. 100 à 150 hectares devraient constituer un maximum pour l'Afrique du Nord, les baux de grande surface devraient être interdits et les communautés agricoles encouragées.

Actuellement, les nationalistes nord-africains et l'Autorité française jouent à cache-cache en refusant de discuter du vrai motif, du plus grand profit des colons qui continuent leur progression.

Ce n'est que lorsque ce problème sera vigoureusement éclairé et posé comme condition première, que la vraie France connaîtra de quoi il s'agit et pourra réagir. Il faut aussi modifier les mots d'ordre pour la masse indigène qui, étant analphabète, ne réalise pas ce que signifie une cosouveraineté, des droits politiques, etc., mais qui comprend ce que veut dire : reprendre la terre.

Actuellement, le Nord-Africain hait l'occupant parce qu'il souffre, mais il faut, en outre, lui donner un but si l'on désire qu'il se batte.

Le moment est venu de jeter le masque.

Il est connu que le grand état-major avait prévu, dès 1924, la déportation massive des populations nord-africaines musulmanes dans la vallée du Niger pour faire de l'espace vital aux Latins. Ces projets secrets ont été dépassés par les événements, et la conjoncture internationale ne permet plus à la France de tels agissements.

Il reste donc, en dehors de l'extermination par voie de famine par exemple, la restitution du sol ou la guerre.

S'il y a la guerre, cela peut être assez rapide, car les Tunisiens ont mis au point le système fellagha qui a l'air de fonctionner et qui peut conduire à une réforme agraire. En effet, l'insécurité règne dans la campagne et les récoltes brûlent. Le colon sait que les assurances de récolte deviendront difficiles et il ne sèmera plus. N'ayant plus de récolte à sauvegarder, il cherchera donc à sauver sa peau et rentrera en ville.

La désertion des campagnes nord-africaines peut, d'un jour à l'autre, devenir une épidémie, et la réforme agraire se ferait alors toute seule.

La France peut se mettre sur un pied de guerre aussi important qu'elle le voudra, si le colon déserte la campagne, la réforme est acquise, à titre gratuit. La parole de Caillaux était vraie : « Tenir le sol tunisien avec les semelles des colons. »

Evidemment, plus de subventions pour la presse colonialiste, plus de bakchichs pour les politiciens superpatriotes, plus de coup de poing sur la poitrine pour la France éternelle, mais ce sera du neuf et du raisonnable, comme dirait Gugusse, et, à défaut de terres françaises arrosées du sang de la Légion étrangère, il se trouvera bien quelque emprunt russe pour se remplir les poches.

L'intérêt des colons serait donc d'accepter le principe de la réforme et de lutter pour une indemnisation, mais la haute finance qui tient les grands domaines a intérêt à sacrifier ce menu fretin qu'est le colon pour se faire indemniser les grands domaines. Voilà un côté de la bataille, que tous ne voient pas.

Ce problème liquidé, ce seront peut-être les colons qui partiront dans la vallée du Niger, et le problème politique s'arrangera tout seul.

Mais quel sacrilège ! tous ces colons qui descendent de la France la plus pure, en passant par Malte

et la Tour pointue, qui sont les héritiers de Jeanne d'Arc et de Napoléon !

Cependant, nous serons très étonnés de voir que, si les partis nationalistes tiennent bon, tout cela s'arrangera très vite.

D'abord, parce que les colons, qui n'attendent plus de récoltes, ne paieront plus, et que la presse de la France éternelle les jugera, en conséquence, comme des coquins.

Ensuite, parce qu'en France, il y a encore quelques gens qui raisonnent et qui savent que les colons sont anti-français, qu'ils ont souvent parlé de sécession et sollicité des appuis étrangers, que leur servilité aux commissions italo-allemandes pendant l'occupation fut indigne (et ce n'est pas le dénommé Juin qui le contestera), et qu'ils camouflent leurs profits à Tanger ou ailleurs, parce qu'ils n'ont aucune confiance dans le franc. Et aussi parce que la réforme agraire en Afrique du Nord qui augmenterait le standard de vie des populations autochtones, qui resteraient liées à la France par des privilèges douaniers, assurerait un mouvement d'échange suffisant pour nous donner la prospérité, ces territoires ne disant pas de manufactures.

Si certains de ces Messieurs ont des doutes sur l'issue de la bataille et font des rapprochements avec l'Indochine, qu'ils se souviennent que le blé ne pousse pas dans l'eau et qu'il flambe.

Et qu'ils lisent l'histoire des colonies turques dans les Balkans. Ils verront comment ces immenses domaines qui venaient jusqu'aux portes de Vienne ont été vidés de leurs occupants en quelques années lorsque les peuples balkaniques furent acculés à la révolte, et... au feu. Et pourtant, les plaquettes en phosphore n'existaient pas.

Mais si le colon est sorti des lieux, la France va-t-elle traiter avec une autre féodalité indigène pour assurer seulement le paiement des grands domaines ? M. Tahar Ben Amar, patriote tunisien indéfectible, mais gros propriétaire, ne sent-il pas cette offre de s'encanailler ?

Nous devons penser que cette affaire nord-africaine s'arrangera parce que c'est également l'intérêt de tous les Français, quand on pense par exemple que dans toute la France, au nord de la Loire, le vin d'Algérie domine dans la consommation française, ce qui vaut la ruine aux vignobles du Midi, tandis qu'au sud de la Méditerranée ce qui s'appelle vin n'est qu'une teinture alcoolisée, riche en tanin et pratiquement toxique. C'est la réplique des alcools de traite. Le colon empoisonne la métropole avec son gros rouge.

Ce problème de la possession du sol s'étend d'ailleurs à toute l'Afrique, à l'Afrique du Nord et à celle du Sud, au Kenya, à l'Afrique occidentale française.

Le colon, c'est rigoureusement l'esclavagiste qui soulève la révolte par sa présence.

Nous ajouterons que, dans la majorité des cas, le colon ruine non seulement l'indigène, mais le sol. C'est ainsi qu'en Afrique française, que ce soit celle du Nord ou celle de l'Ouest, l'érosion et la transformation du sol en savane suivent le colon. Il fallait s'enrichir vite, il fallut saccager la forêt, arracher les lentisques qui tenaient le sol dans ces pays où l'eau tombe par paquets, afin de simplifier les méthodes de culture, alors que l'indigène, bien que tirant peu de son sol, le restituait de génération en génération dans un état convenable. Derrière le colon, reste le désert.

Il n'est pas question de soutenir un nationalisme outrancier, et c'est pourquoi nous disons que si l'Européen tire profit de créations d'industries nouvelles dans les territoires d'outre-mer, qui sont édifiées au moyen de son épargne et de ses connaissances, l'in-

digène y gagne un revenu que son travail indépendant ne peut souvent lui procurer. Cette position peut être considérée comme légitime quant au fond, la forme de l'exploitation et le statut du travailleur indigène restant à débattre.

Mais pour ce qui concerne la colonisation rurale, rien ne peut la défendre, il n'y eut aucun apport et aucun travail du colon, et jamais aucun consentement de l'indigène. Ce fut du vol à main armée, et seulement cela.

Une enquête, en 1948, a révélé qu'il n'existait dans toutes les colonies britanniques de l'Afrique qu'une seule personne de race anglaise travaillant elle-même la terre. C'était une femme de 80 ans qui conduisait un tracteur au Kenya.

Dans les territoires de l'Amérique et de l'Océanie, où les races de proie en provenance d'Europe se sont imposées pour voler la terre, elles furent obligées d'exterminer les autochtones.

Mais la guerre de 1940 a consacré le commencement de la libération de l'Asie ; ce n'est peut-être rien, pour un Français moyen, que la libération de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Indochine, mais c'est beaucoup pour l'Afrique, et il s'ensuit que l'ère des grands massacres perpétrés par la soldatesque européenne tire à sa fin. Il est permis aujourd'hui de penser que la France et l'Angleterre ne pourront pas assassiner tous les Africains, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Devant ce nouvel état des choses, les gouvernements d'Europe semblent égarés. Ils savent qu'en cas de conflit entre l'Europe et l'Asie, le facteur déterminant sera l'Afrique. Ils savent que, sans réforme agraire, l'Africain ne peut plus subsister et devra se tourner contre l'Europe. Ils savent que les promesses de décorations et les attermolements n'ont plus cours. Mais ils n'ont aucun programme de réforme et leur seul objectif est de durer en pourrissant le plus lentement possible ; ils sont toujours dépassés par les événements.

La France, avec son caractère conservateur, donne le spectacle le plus pitoyable, celui d'un cycliste qui a perdu les pédales dans une descente rapide. Ce n'est que rodомontades, vantardises, mensonges, corruptions et assassinats. Mais ses gouvernants sont incapables de rechercher autre chose qu'une duperie.

Or la difficulté est justement de duper.

SINDBAD LE MARIN.

Enfoncé Hitler ! Enfoncé Staline ! Eisenhower fait mieux !

Hitler et Staline n'avaient pas songé à cela : le « plébiscite oral » !

Le « plébiscite oral » est la trouvaille du protégé de Dulles-Eisenhower, Armas, dictateur du Guatemala.

Celui-ci vient, en effet, de faire approuver son régime par un plébiscite où chaque votant devait donner son vote **oralement**, dans le bureau de vote, devant les représentants mêmes du régime. Et cela, n'oublions pas, en pleine terreur, avec des milliers de leurs concitoyens en prison et dans des camps de concentration tout prêts à recevoir ceux qui auraient le courage de dire : **non !**

Tel est le genre de liberté et de démocratie institué chez leurs satellites par les hommes de Washington.

Naturellement le résultat de ce « libre » plébiscite a été le même que celui des élections, non moins « libres », qui se déroulaient presque au même moment en Allemagne orientale, mais ceux qui ont institué un tel régime au Guatemala par la grâce des bombes de leurs Thunderbolt et pour le bénéfice de l'**United Fruit** ont perdu tout droit de protester contre les « élections » d'au-delà du rideau de fer.

Notes d'Economie et de Politique

M. MENDES, LIQUIDATEUR

M. Mendès liquide. Il liquide — avec la bénédiction de de Gaulle (1) — la « grandeur de la France ».

Depuis la fin de la guerre, et même avant, les hommes politiques français ont voulu conserver le mythe de la grandeur de la France. Ils ont voulu faire croire, aux autres et à eux-mêmes, que la France était encore une « grande puissance » capable de maintenir et même d'accroître la situation qu'elle s'était acquise jadis, à l'époque où l'Europe occidentale, France comprise, régnait sur le monde. Et comme tel n'était pas le cas, ils se refusèrent à résoudre aucun des problèmes qui se posaient à eux parce que les seules solutions possibles consistaient dans un amoindrissement des avoirs français ; ils se contentèrent d'employer toutes les ressources de leur habileté de politiciens pour ajourner, ajourner sans cesse, des décisions qui cependant devenaient de plus en plus urgentes, les situations ne cessant de s'aggraver à mesure qu'elles perduraient.

C'est seulement au milieu de cette année-ci, après le désastre de Dien-Bien-Phu, qu'il est devenu manifeste pour tous qu'il n'était absolument plus possible de vivre sur le pied sur lequel on s'était acharné à vouloir continuer à vivre et qu'on s'est alors décidé à revoir tous les comptes du bilan, en liquidant tous les postes déficitaires.

M. Mendès-France s'est chargé de cette liquidation : il s'est chargé de rajuster les ambitions de la France à ses possibilités. Pour cela, il a liquidé l'Indochine, il a liquidé les comptoirs français de l'Inde, il a liquidé, ou, tout au moins, commencé à liquider le « protectorat » tunisien, et il a liquidé la question du réarmement allemand.

En abandonnant le Tonkin, comptant, à Ho Chi-minh, et la Cochinchine à terme, puis, en abandonnant à Nehru Pondichéry, Mendès a liquidé l'empire français d'Asie ; par sa liquidation du « protectorat » tunisien il commence la liquidation de l'empire français d'Afrique ; enfin, en acceptant le rétablissement de la souveraineté allemande et le réarmement allemand, d'une façon même beaucoup plus complète qu'ils ne l'eussent été avec le traité de Bonn et la C.E.D., il a liquidé la prééminence de la France sur le continent européen.

Il faut l'en féliciter. L'absence de mégalomanie est une qualité non négligeable. Quand un chef d'entreprise réduit l'affaire qu'il dirige aux ressources dont elle dispose, au lieu de la laisser continuer à vivre au-delà de ses moyens, il évite le dépôt du bilan, il échappe à la nécessité de la faillite.

Il faut même le féliciter de la manière dont il a procédé à cette liquidation. Il a agi pres-

tement et habilement. M. Mendès liquide vite et bien.

Cependant, il y a encore deux points du programme de liquidation qui n'ont point été résolus. Ce sont d'ailleurs eux les plus difficiles. Ce sont, d'une part, la question marocaine et, d'autre part, la question économique.

Pour le Maroc, le liquidateur se trouve devant deux obstacles.

L'un, le moins solide, mais le plus difficile à franchir, pour des raisons secondaires, provient de ce que ses prédécesseurs et leurs séides, les Juin et Guillaume, s'étaient lancés dans une aventure si spectaculaire, la déposition du sultan, que revenir sur ce « fourbi de bureau arabe », comme disait le Mohgrebin, serait leur infliger un désaveu si cuisant, et conduirait à une telle perte de « prestige » pour l'Etat « protecteur », que le liquidateur n'ose pas. Au lieu de ramener purement et simplement l'ancien sultan sur son trône et destituer le Glaoui, pacha félon, ce qui serait le moyen radical de ramener la paix au Maroc, M. Mendès-France voudrait se contenter tout au plus de moyens termes et de mesures à côté — comme ses prédécesseurs ; or l'on sait, par l'exemple même des prédécesseurs, que les moyens termes et les mesures à côté n'ont jamais été des solutions.

L'autre difficulté que présente le Maroc, la plus grave, provient d'une question de fond.

A la différence des Tunisiens, les Marocains ne constituent point un peuple, mais deux : les Arabes des villes et de la plaine, et les Berbères de la montagne. C'est pourquoi, même si l'on résistait à la tentation facile d'opposer ces deux peuples l'un à l'autre, même si l'on voulait sincèrement reconstituer un Etat marocain, il serait assez difficile, en l'état actuel des choses, de mettre debout un Etat viable.

A cet égard, la situation du Maroc est assez semblable à ce qu'était celle de l'Inde. L'Inde britannique était, aussi, divisée en deux peuples rivaux, séparés, non par la langue comme ceux du Maroc, mais par la religion : les brahmanistes et les musulmans.

Durant plus d'un siècle, Londres joua de leur antagonisme pour les dominer les uns et les autres aux moindres frais, tout comme Paris joue, depuis des décades et dans le même dessein, de l'antagonisme arabo-berbère, mais le jour où l'Angleterre trouva dressés contre elle à la fois les Hindous du « Congrès » et les Musulmans de la « Ligue arabe », et qu'il ne lui fut dès lors plus possible de se maintenir, une solution se présenta : elle consista à donner à l'Inde son indépendance dans le cadre de deux Etats distincts : l'un, musulman, le Pakistan, l'autre, brahmaniste, l'Hindoustan.

Or, pour le Maroc, une telle solution, bien que non à rejeter *a priori*, peut être plus difficile à appliquer, les deux communautés arabe et berbère se trouvant plus imbriquées géographiquement et économiquement que ne l'étaient les musulmans des Indes (situés à l'est et à l'ouest de la péninsule) et les brahmanistes (occupant la péninsule elle-même).

(1) Il est amusant de constater que c'est cette espèce de grand fou qui ne sait parler que de la « grandeur de la France » qui a présidé, directement ou par délégation, à tous les rapetissements de l'empire français. C'est lui qui, comme chef de l'Etat, a dû abandonner le Liban et la Syrie, et c'est le premier gouvernement dans lequel il y a des ministres de son parti qui abandonne l'Inde et l'Indochine !

En tout cas, la question ne se pose pas encore, car les Berbères ne sont pas dressés, eux, contre la domination française et ils n'ont jamais exprimé l'intention de se séparer des Arabes de la plaine. Or, tant que cela ne se produira pas, la liquidation ne presse pas. La révolte marocaine a encore besoin de mûrir. Tant qu'un accord ne sera pas intervenu entre Berbères et Arabes du Maroc pour se libérer de la France, la politique de l'ajournement indéfini et des « réformes » qui n'en sont pas peut avoir de beaux jours, même entre les mains d'un liquidateur.

En ce qui concerne le dernier point du programme de liquidation de Mendès, la liquidation des entreprises « non rentables », on peut dire que, sur ce point-là, Mendès-France a totalement lâché pied.

La question des betteraves a été un véritable test.

On sait que la France produit une quantité de betteraves très supérieure à ses besoins. Qu'on en fasse du sucre ou de l'alcool, les quantités de sucre et d'alcool qu'on en peut tirer sont beaucoup plus élevées que ce qui suffit à la consommation française. D'autre part, ces quantités excédentaires ne peuvent à peu près pas être exportées, car elles ne trouvent point preneurs, si ce n'est à des prix dérisoires.

En régime normal, un tel excédent de la production amènerait un effondrement des prix qui aurait pour résultat une diminution massive des plantations de betteraves, particulièrement sur les terres où leur rendement est le plus bas et l'équilibre entre la production et la consommation se trouverait ainsi plus ou moins rapidement rétabli. Mais en notre régime d'économie dite « dirigée », c'est-à-dire, en fait, d'économie « protectionniste » au sens général du mot, l'Etat entretient cette surproduction de betteraves en achetant au prix fort tout ce qu'on lui en présente et qu'il doit stocker en quantités sans cesse croissantes ou revendre avec des pertes considérables.

La culture de la betterave est donc le type même de la production « non rentable », de la production déraisonnable, de la production faite pour la destruction, le type même de l'irrationalité.

La culture de la betterave était donc la première industrie à toucher si l'on voulait rétablir une économie rationnelle. Or, lorsqu'il s'est agi de prendre une décision en cette question cruciale, Mendès a foiré.

Il était personnellement partisan, a-t-on dit, d'une réduction de quelque 20 ou 25 % du prix auquel l'Etat avait acheté jusque-là la betterave, ce qui aurait certainement amené une réduction déjà notable des plantations. Mais le tollé a été tel dans le monde agricole que Mendès a dû en toute hâte faire machine en arrière et à toute vitesse. En fixant le prix d'achat des betteraves de la nouvelle récolte à 4.700 francs, soit pratiquement le même prix que l'an dernier, Mendès-France a signifié qu'il était incapable d'appliquer le programme économique dont il s'était vanté. Il maintient l'économie dans la voie de la protection, de l'irrationalité, du « non-rentable ». Et ce n'est pas parce qu'il fera avec les betteraves achetées plus de sucre et moins d'alcool et qu'il distribuera gratuitement du sucre aux personnes économiquement faibles, qu'il empêchera ces betteraves d'avoir été achetées à deux ou trois fois leur valeur véritable, et donc d'avoir été produites dans des conditions non réellement « rentables ».

Mais ce problème de la rentabilité des entreprises, avec son corollaire, la disparition des entreprises (et des cultures) non rentables, est un problème assez compliqué dont il peut être utile d'indiquer quelques aspects.

LES « ENTREPRISES MARGINALES » ET LA VALEUR DU FRANC

En apparence, le problème économique, tel que l'ont posé les mendésiens semble très simple : la France produit trop cher, d'où la difficulté de soutenir la concurrence dans les ventes à l'étranger. D'autre part, la cherté de cette production provient, d'après eux, de ce que les diverses mesures de protection prises à l'égard de telle et telle industrie (contingentements et droits de douane, primes et ristournes distribuées par l'Etat, achats faits par l'Etat au prix fort, ententes entre producteurs) ont pour résultat que des entreprises qui produisent dans de très mauvaises conditions, naturelles ou techniques, peuvent produire avec bénéfice, donc continuer à vivre. Ce qu'il faut donc, c'est faire disparaître ces entreprises, dites « marginales », en supprimant les mesures de protection dont jouissent leurs industries ; cette suppression amènera, en effet, une baisse de prix qui, en annulant les bénéfices des entreprises qui en font le moins, les feront disparaître, de sorte que ne subsisteront plus que les usines produisant dans de bonnes conditions et qui vendront dès lors moins cher qu'elles ne le faisaient jusque-là, car les prix de vente s'alignent toujours sur le prix de revient des entreprises où il est le plus élevé (« travail maximum socialement nécessaire »), ils correspondaient auparavant au prix de revient des entreprises désormais disparues.

À première vue, cela semble limpide ; en fait, ce l'est beaucoup moins.

En effet, le prix de vente des produits français à l'étranger est bien moins fonction des conditions de fabrication que du *taux des changes*.

Autrefois, jusqu'au début de cette dernière guerre, alors que les changes étaient libres, le raisonnement eût été juste. Les différentes monnaies étant, à cette époque, échangeables librement contre une même marchandise, l'or, au moins internationalement, l'industriel français, qui vendait son produit en Angleterre pour une livre sterling, touchait une quantité d'or correspondant à une livre (ou un nombre de francs correspondant à cette même quantité d'or) ; l'industriel allemand qui vendait au même prix, également en Angleterre, touchait, lui aussi, cette même quantité d'or, et s'il vendait pour moins qu'une livre, il touchait une quantité d'or inférieure à celle que touchait son collègue français, donc il vendait réellement moins cher.

Mais aujourd'hui, avec les changes d'Etat, il n'en est plus de même. Notre industriel français qui aura vendu son produit une livre verra l'Etat français empocher cette livre et ne lui verser à lui qu'un certain nombre de francs dont il aura fixé le montant *arbitrairement* (actuellement 981 francs). Quant à l'Etat allemand, il agit pareillement ; de sorte que si ce dernier a fixé pour le mark un taux de change plus avantageux que ne l'a fait pour le franc l'Etat français, il donnera à l'industriel allemand, qui aura vendu également son produit une livre, une quantité de marks dont la valeur, c'est-à-dire le pouvoir d'achat sur le marché allemand,

sera supérieure au pouvoir d'achat des 981 francs qu'aura touchés notre industriel français.

Pour un produit vendu le même prix à Londres, l'industriel de Paris pourra donc recevoir plus ou moins que l'industriel allemand ; cela ne dépendra que du taux des changes fixé souverainement et arbitrairement, je le répète, par les Etats français et allemands.

On comprend dès lors qu'en vendant pour une livre tel ou tel produit, l'industriel allemand puisse faire des bénéfices alors que l'industriel français n'en fait pas, et que, par conséquent, le premier puisse concurrencer victorieusement le second sans que cela n'implique nullement que son prix de revient soit inférieur à celui du second.

C'est pourquoi, ainsi que chacun maintenant le sait, la « dévaluation de la monnaie », c'est-à-dire le fait que l'Etat français, par exemple, accepte de donner plus de francs à l'industriel exportateur pour le montant des livres (ou autres monnaies), qui auront été versées pour les marchandises que celui-ci a vendues, est un remarquable excitant des exportations. L'industriel de l'entreprise marginale, qui ne pouvait précédemment vendre à l'étranger parce qu'il était trop cher, pourra, du jour au lendemain, y vendre tout ce qu'il voudra, du fait qu'en vendant à un prix moindre (dans la monnaie du pays où il vend), il touchera autant de francs qu'auparavant. Il restera « marginal », mais il deviendra « rentable », même à l'exportation.

Ainsi donc, prétendre lier aujourd'hui la question de la plus ou moins grande facilité que l'on a à soutenir la concurrence en pays étrangers, aux conditions dans lesquelles on fabrique, est une galéjade. La plus ou moins grande facilité des exportations dépend avant tout du taux officiel des changes. Dévaluez le franc, et vous verrez les exportations françaises bondir, comme vous avez vu le même fait se produire dans chaque pays après chaque dévaluation (sauf, naturellement, pour les marchandises dans lesquelles il entre beaucoup de matières premières importées) !

La seule façon de comparer les conditions plus ou moins avantageuses dans lesquelles s'opère la production d'une marchandise, dans les différents pays, serait de comparer les prix de revient réels, c'est-à-dire le nombre d'heures de travail exigées par cette production dans ces pays, notamment dans leurs entreprises marginales. Or c'est là une comparaison qui est extrêmement difficile à faire et qui, à ma connaissance, n'a même jamais été tentée. Donc, pour le moment, nous ignorons complètement si, oui ou non, la France produit « plus cher » ou « moins cher » que l'étranger.

LES « ENTREPRISES MARGINALES » ET L'AGRICULTURE

Il est un autre point qui me semble valoir d'être signalé.

On dit souvent, et avec raison, que la productivité du travail agricole est beaucoup plus élevée aux Etats-Unis qu'en France. Je ne me rappelle plus le nombre d'heures de travail qu'il faut en Amérique, d'après les statisticiens, pour produire une tonne de blé, et celui qu'il faut pour produire cette même tonne en France, mais la différence est colossale ; je crois bien que les deux chiffres sont presque comme 1 à 10.

Bien que ces sortes de statistiques soient très

sujettes à caution, il est à peu près hors de doute que les prix de revient réels (en heures de travail) des produits agricoles américains sont beaucoup plus bas que les prix de revient français et même sont parmi les plus bas du monde.

Mais alors, comment se fait-il que l'agriculture américaine ait, elle aussi, besoin d'être « protégée » ? Comment se fait-il qu'elle soit même l'une des plus protégées qui soit ?

Tous les produits de base, en effet, blé, coton, maïs, lait, etc. ont, aux Etats-Unis, un prix garanti par l'Etat, qui est très au-dessus de celui auquel ils sont réellement vendus, l'Etat payant la différence, et devant, en outre, stocker en quantités constamment croissantes les excès de production.

Le cas de la betterave n'est donc pas une histoire spécifiquement française ; c'est une histoire qui existe aussi en Amérique, pays aux prix de revient les plus bas, sur une échelle au moins aussi grande qu'en France, pays aux prix de revient les plus élevés.

Et cela n'est pas particulier à l'Amérique et à la France, c'est une règle générale dans tous les pays, y compris chez les Anglais, ces doctrinaires du libéralisme, dont l'Etat achète le blé à 29 livres la tonne, alors qu'il le revend à 19 livres seulement ! Tous les pays « protégent » leur agriculture ; tous les Etats payent au paysan, pour toutes ses productions de base, des prix supérieurs à ceux auxquels elles sont livrées aux consommateurs.

Dès lors, supposez que vous supprimiez en France un nombre très grand de fermes « marginales », que vous arriviez ainsi à des prix de revient moyens très bas, aussi bas peut-être que ceux d'Amérique, l'exemple de tous les autres pays, et notamment des Etats-Unis, vous montre que, même en ce cas, vous serez presque certainement amenés à maintenir des subventions à votre agriculture ! La disparition des entreprises marginales n'amènerait aucun « assainissement » du marché agricole français.

En fait, on assiste aujourd'hui dans le monde entier à une sorte d'immense opération de bienfaisance (ou d'assistance, comme vous voudrez) faite au bénéfice de la paysannerie et aux dépens, naturellement, du restant de la population, c'est-à-dire de la population industrielle et urbaine.

Quelles en sont les raisons ?

Je ne suis pas en mesure, présentement, de les analyser. Mais ce qu'on en peut dire, c'est que cette situation n'a rien à voir avec la plus ou moins grande productivité, avec les plus ou moins hauts prix de revient ; elle relève de problèmes qui sont sans doute beaucoup plus d'ordre démographique ou politique que de nature proprement économique.

Si l'on réduit les prix d'achat des produits agricoles, on en réduira certainement l'excédent, mais on en réduira, du même coup, le nombre de producteurs. Or, de ces producteurs réduits ainsi au chômage, que fera-t-on ? Les villes et l'industrie sont-elles capables de les absorber ?

Par ailleurs, aujourd'hui comme hier, le paysan est le principal élément conservateur des sociétés. Une société bourgeoise dans laquelle le paysan serait réduit à une infime minorité, un Etat aux campagnes aux trois quarts désertes, mais couvert d'immenses villes et d'usines géantes, seraient-ils viables ?

Pour le moment, je me contente de poser ces questions.

R. LOUZON.

AVANT LE CONGRES « FORCE OUVRIERE »

Les discussions d'avant congrès ne sont ni nombreuses ni nourries si l'on en juge par la lecture de la presse syndicale. Peut-être l'échange de lettres et les contacts personnels remplacent-ils, en partie, les débats ouverts que nous souhaitons. Si les multiples questions locales ou professionnelles préoccupant les animateurs de l'action ouvrière se relient difficilement et ne permettent pas de dégager sur un plan général, qui est celui de la confédération, un ou des courants d'opinion, c'est qu'il manque une claire politique confédérale. Assisterons-nous à des journées de calmes débats alimentés par des soucis mineurs, sans qu'aucun des problèmes d'orientation — qui hantent cependant le cerveau des militants — soit traité à fond ? Ce serait regrettable, car nous vivons une période où les machines sociales tournent au ralenti, alors que les appareils politiques — nationaux et internationaux — reprennent une brusque activité.

La plupart des responsables syndicaux, en contact étroit et quotidien avec les entreprises et les services, craignent que le ronronnement revendicatif corresponde à l'assoupissement du mouvement ouvrier et aboutisse à sa disparition au profit de l'initiative gouvernementale. Ils sentent, flairent ou devinent que le choix doit être fait entre le repli sur les positions traditionnelles d'un syndicalisme mineur et minoritaire par définition dans la vie nationale et internationale, et l'entrée en scène d'une puissance ouvrière s'imposant comme le moteur de la réorganisation sociétale, comme un déterminant essentiel dans les rapports entre les peuples. Suivant l'excellente expression d'un syndicaliste de la Loire, le pseudo réalisme consiste à conserver les pieds au sol sans bouger d'une semelle, alors que le réalisme vrai demande une constante agilité, un esprit d'adaptation toujours en éveil et une étroite coopération entre les équipes de base et les bureaux parisiens.

Les problèmes essentiels sont aujourd'hui dégagés et les forces économiques privilégiées agissent pour que les solutions adoptées leur soient favorables. Les unes opposent une extraordinaire force d'inertie à tout changement ; ce sont notamment les P.M.E., les organisations de commerçants et les mouvements paysans. Les autres s'efforcent d'utiliser toute modification en faveur de leurs intérêts dans le sens d'un plus grand contrôle des marchés réservés et d'une augmentation de l'aide financière d'Etat. Enfin, les éléments technocrates agissent sous le couvert d'innombrables comités, commissions et organismes pour construire un appareil d'intervention et d'orientation échappant à tout contrôle.

La classe ouvrière n'a, jusqu'à ce jour, manifesté aucune volonté de présenter ses solutions et se contente de revendiquer le droit de participer à un jeu de démocratie économique dont elle est seule à suivre les lois sans être en mesure de les faire respecter par les partenaires.

L'intervention de l'Etat, ou plutôt celle du gouvernement, rend illusoire toute réforme des structures sociales dans le sens d'une démocratie industrielle. La pleine utilisation de la propagande, par la presse et par la radio notamment, mobilise l'opinion en faveur des mesures décidées par un ministère prometteur, composé d'hommes sans commune définition, dirigé par un fervent du pouvoir.

Il apparaît donc que l'heure est venue pour les centrales syndicales libres, et plus particulièrement pour la C.G.T.-Force Ouvrière qui est née du refus de la servitude, de s'affirmer comme la constante du progrès social, capable de rallier les éléments actifs de la population.

A moins de s'abandonner à la béate confiance en une équipe ministérielle, dans l'espoir qu'elle forcera les impasses de l'économie française en nos lieux et places, ou de consacrer nos forces à réagir après coup contre les initiatives des privilégiés, des technocrates ou des diplomates, le congrès confédéral Force Ouvrière aura à définir une politique sociale pouvant dresser, contre le pays mort du repli nationaliste, le pays vivant. C'est la seule politique de présence qui mérite notre attention et nos soins.

La tenue du congrès peut favoriser la rentrée en scène de la classe ouvrière si elle permet la confrontation des difficultés et desirs des délégués de province, sensibles aux frémissements sociaux, avec l'ankylose de l'action confédérale, laquelle mise plus sur les résultats des entrevues ministérielles que sur l'action ouvrière indépendante. Ce congrès peut être un congrès d'initiative, à condition que tout le poids de la confédération, tous ses moyens soient mobilisés en vue de faire connaître, de faire admettre par l'opinion la plus large, et d'imposer, enfin, un certain nombre de revendications et d'interventions ouvrières précises. Le choix est entre l'existence marginale d'un mouvement syndical limitant son rôle à réagir platoniquement contre les décisions d'autrui, et un mouvement syndical décidé à rassembler ses militants et ses influences pour faire triompher sa politique. Encore faut-il qu'il en ait une.

Louis MERCIER.

Les impératifs géographiques demeurent et commandent...

La transformation de tout cet antique outillage, transformation qui a duré des siècles en Europe et qui sera dans l'Empire du Milieu l'œuvre de quelques décades, nécessitera certainement dans un avenir très prochain le rattachement direct de l'Europe à l'Asie d'Orient par des voies qui passent au nord et au sud du Tian-chan. Les antiques chemins des caravanes de la « Soie » et du « Jade » se rouvriront sous une forme moderne, ayant tous pour objectif la Chine centrale, dont le point vital par excellence est le coude supérieur du Hoang-ho, au grand tournant de Lan-tchéu.

Elisée RECLUS.

(L'Homme et la Terre)

La prévision de Reclus va se réaliser. Les derniers accords sino-soviétiques prévoient, en effet, la construction d'un chemin de fer de quelque 2.500 kilomètres de longueur, joignant Alma-Ata, ville russe reliée au réseau européen, à Lan-tchéu, par le Tian-chan. Car, quels que soient les régimes et par quelques avatars que passe la marche en avant de la civilisation, les impératifs géographiques, tels que les a si bien décelés le grand géographe anarchiste, demeurent et commandent.

L'Internationale se fera-t-elle pour qu'elle fasse et qu'elle soit le genre humain ?

Nous avons posé, dans la *R.P.*, la question : Une politique ouvrière internationale est-elle possible ? On voudra bien reconnaître que nous n'avons pas cherché les éléments de la réponse dans le magasin — ou le musée — dont les vitrines présentent de luxueuses idées générales ou d'étrincelantes doctrines. Nous avons « *salii nos mains* » dans le terreau des réalités concrètes, si lourd qu'il soit à remuer et à travailler.

Avouons notre déception. Nous ne désirions pas édifier des thèses « monolithiques ». Nous espérons exciter l'attention et provoquer le débat. On préfère se compter sur des formules. Et rien n'émerge qui puisse se prolonger en base de départ. Jamais au contraire la classe ouvrière, qui peut encore s'exprimer librement, n'a paru aussi éloignée des conceptions et *a fortiori* des actions internationales.

Se dégager du mythe des blocs !

Ce qui paraît le plus grave dans les polémiques actuelles, c'est la volonté systématique de juger la politique américaine comme un bloc que l'on identifie avec l'impérialisme et la réaction.

Politiquement absurde, cette simplification (1) aboutit — résultat beaucoup plus grave — à négliger les opinions et les positions des syndicats américains, dont le rôle peut être déterminant dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale.

On s'en tire par la confusion volontaire entre les propositions de l'American Federation of Labor et du Congress of Industrial Organizations — et les directives du Département d'Etat.

Inutile de rappeler que le C.I.O. soutint la politique de Roosevelt et de Truman, parce qu'il l'avait sérieusement influencée.

Inutile de rappeler que l'A.F.L. demeura beaucoup plus réservée et réticente à l'égard de la politique Roosevelt ; qu'elle n'adhéra jamais à la Fédération Syndicale Mondiale, constituée dans l'euphorie des accords de Yalta et de Potsdam.

Inutile de signaler que les deux grandes centrales s'accordent aujourd'hui dans une opposition suffisamment nette à la politique de Foster Dulles.

Un élément permanent de la Communauté américaine

C'est donc sans grande illusion que nous voulons examiner ici les positions internationales définies au dernier congrès de l'A.F.L. de septembre 1954.

Le rapport d'Irving Brown nous renseigne déjà exactement sur les tendances fondamentales de l'A.F.L.

(1) Notre article a été écrit avant les dernières élections américaines qui peuvent renverser la tendance. Faut-il le répéter, l'attitude américaine dans l'affaire du Guatemala appelle une sévère condamnation ! Mais ce qu'elle prouve, c'est la volonté des trusts dans les pays pré-capitalistes de soumettre les gouvernements indigènes — et non le caractère réactionnaire de toute politique américaine. — Dire que l'impérialisme économique est typiquement américain — comme le stalinisme typiquement russe — c'est, en fin de compte, faire le jeu des impérialistes et des staliniens.

D'aucuns se scandalisent de ses observations pessimistes sur la conférence de Genève, sur le rejet de la C.E.D., sur la place prise par les communistes dans la majorité de Mendès-France.

L'A.F.L. s'oppose toujours à l'admission de la Chine populaire dans l'O.N.U. Irving Brown déplore la victoire communiste en Indochine. On connaît notre position sur ces deux points. Mais nous pouvons désapprouver les thèses de l'A.F.L., en tentant de les comprendre.

L'A.F.L., plus que toutes les autres formations sociales et politiques, représente sans doute l'élément permanent dans la communauté américaine, si complexe et mouvante. Avec tout ce que cela implique de dangereux et de salutaire. Méfiance instinctive ou raisonnée à l'égard de tout ce qui s'apparente à l'étatisme, même socialiste.

Irréductible hostilité à toute forme de totalitarisme. Libre entreprise, sans doute. Mais aussi droit pour l'ouvrier qualifié — tirant les autres travailleurs — de conquérir une part de plus en plus grande du revenu national. Et par effet direct : liberté de mouvement, de revendication et d'action pour la classe ouvrière. Rien ne peut justifier, aux yeux des leaders de l'A.F.L., la limitation de ces droits imprescriptibles par des autorités extérieures à la classe ouvrière (2).

Cette valeur prioritaire et exclusive accordée à la liberté s'accorde mal avec les privilèges du colonialisme. L'A.F.L. a soutenu les revendications tunisiennes, marocaines, algériennes. Elle aurait souhaité que les Etats-Unis accordent une aide efficace *non à la France, mais au Vietnam indépendant*. Mais elle se refuse — avec une intransigeance totale — à reconnaître des Etats communistes comme représentants de peuples libérés.

Est-ce une position impérialiste, réactionnaire ? Nous ne le pensons pas. A nos yeux, les accords de Genève, la reconnaissance de fait du gouvernement de Pékin représentent en effet un Munich asiatique, que nous acceptons, contraints et forcés, comme nous avons accepté le Munich européen de 1938. « Hitler — disions-nous en 1938 — c'est le châtimement des démocraties occidentales qui n'ont pas su réaliser la paix, et le châtimement des socialistes allemands qui n'ont pas su réaliser le socialisme ». C'est également la signification de la victoire de Mao Tsé Toung et du Vietminh. Mais nous ne perdons pas l'espoir de *libérer* les peuples chinois et vietnamiens. Et en cela nous nous accordons parfaitement avec nos camarades de l'A.F.L.

Une politique ouvrière ne peut être réactionnaire

Les gens « qui n'ont pas d'ennemis à gauche ! », et qui placent résolument à l'extrême-gauche les agents de Moscou, qualifieront l'A.F.L. d'organisation réactionnaire.

(2) Irving Brown dénonce l'attitude du gouvernement grec qui entend intégrer les syndicats dans l'Etat. C'est dans le même esprit qu'en 1950, la plupart des militants de l'A.F.L. et du C.I.O. se prononçaient contre le contrôle des prix si celui-ci devait imposer le blocage des salaires.

Autre simplification aussi abusive et encore plus déplorable. En 1939 les partisans de la fermeté, les anti-munichois se classaient à... gauche, parce qu'ils dénonçaient l'hitlérisme et le fascisme et rangeaient l'U.R.S.S. parmi les démocraties. Par déduction logique, le pacifisme était classé à droite... comme en 1871, lorsque les ruraux avaient élu, par volonté de paix, une Assemblée réactionnaire à laquelle la Commune de Paris parut opposer une sorte de nationalisme révolutionnaire.

Evidemment, le pacte germano-soviétique dérangea quelque peu la géographie politique. MM. Albert Bayet et Pierre Cot voulurent bien reconnaître la complicité des nazis et des staliniens. Seulement lier la... « droite pacifiste » avec Pétain à l'extrême-gauche encore plus violemment pacifiste... cela apparaissait comme une monstrueuse anomalie. Hitler arrangea les choses en attaquant l'U.R.S.S., et MM. Bayet et Pierre Cot ont totalement oublié le toast de Staline à la santé d'Hitler et le télégramme de Molotov félicitant l'armée allemande de la débâcle des troupes françaises.

Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre. Le danger de guerre, c'est l'Allemagne... « vaticane ». Les espoirs de paix grandissent à l'ombre du socialisme... oriental.

Nous nous basons sur d'autres critères pour apprécier le caractère réactionnaire d'un mouvement.

Aux Etats-Unis, les staliniens voulaient l'interdiction des grèves, lorsque les usines américaines fournissaient du matériel aux armées russes.

Victor Reuther, représentant le C.I.O., et Irving Brown, représentant de l'A.F.L., sont l'un et l'autre partisans résolus de l'Alliance atlantique, donc du renforcement des puissances occidentales. *Cependant, nous avons entendu Victor Reuther en 1951 regretter que la grève des Transports parisiens ne soit pas totale — et s'étonner de la passivité des métallurgistes dans la défense des salaires. Aujourd'hui, Irving Brown salue les grèves françaises d'août 1953 et les grèves allemandes d'août 1954. On n'est pas réactionnaire lorsqu'on se félicite de l'action directe ouvrière, lorsqu'on s'étonne que les grèves allemandes n'aient pas été déclenchées plus tôt, lorsqu'on note comme éléments favorables les luttes menées par la centrale allemande pour la cogestion et la semaine de quarante heures.*

Résistance au totalitarisme rouge

Mais l'A.F.L., conformément à la logique interne de son mouvement, préconise une politique internationale de résistance à l'impérialisme rouge. On peut s'inquiéter de certaines formules qui tendent à une intervention directe des Etats-Unis dans toutes les affaires où sont engagés Moscou et ses vassaux. Mais cette inquiétude même dissipe une confusion. Ce que les leaders de l'A.F.L. reprochent surtout au gouvernement Eisenhower, c'est d'avoir abandonné la direction de la politique mondiale, d'avoir soutenu trop mollement les opposants à Moscou, à l'intérieur et à l'extérieur de l'empire stalinien. Ils pensent que cette retraite généralisée implique trois effets désastreux : le découragement des résistants dans les pays totalitaires ; les illusions des démocraties occidentales sur le mythe de la « coexistence » ; le développement de l'isolationnisme américain par la duperie d'une fausse sécurité.

Ces affirmations peut-être discutables s'appuient sur des constatations indiscutables. Il est vrai que les Etats-Unis ont reculé partout, qu'ils ont subi le fait accompli avec résignation ou satisfaction en Asie et en Europe. Il est également vrai

— quoique l'on prétende ici — qu'en Amérique la réaction même sous sa forme la plus grossière du « mac-carthysme » s'associe à l'isolationnisme. Le mépris du sort des peuples des autres continents, le mépris de l'opinion mondiale justifient aussi bien les entreprises capitalistes privées que l'hystérie anticommuniste. Le règlement des affaires de Corée et d'Indochine s'explique par cette tendance aussi bien que l'accord avec Franco et l'affaire du Guatemala. Ce n'est pas une raison pour déplorer la cessation des hostilités en Asie. Mais le soulagement que l'on a éprouvé ne doit pas nous aveugler sur la gravité d'un changement d'orientation que l'on pouvait prévoir, avant l'élection d'Eisenhower.

L'A.F.L. tire toutes les conséquences logiques de sa position. Au plan Marshall qui avait comme objet : le relèvement des industries européennes et comme idée directrice : l'unité européenne — au Pacte atlantique qui organisait le soutien par les Etats-Unis de la défense de l'Europe occidentale — elle veut substituer une sorte de communauté militaire et économique groupée sous le signe de la résistance à l'impérialisme rouge ; au sein de laquelle il y aura équivalence d'engagements, de services et de droits. Le fameux point IV de Truman : *l'aide aux peuples économiquement faibles*, n'est plus qu'un des éléments de la charte de résistance. Alors qu'il était la base et le centre du programme de paix de Walter Reuther et du C.I.O. C'est pourquoi nous préférons celui-ci. Aussi parce qu'il se plaçait sur le terrain de classe et non sur celui de la défense des démocraties. Mais qu'on l'approuve ou non, la résolution de l'A.F.L. a le mérite d'être claire et d'envisager toutes les conséquences du principe initial, sans ruser avec les réalités et les devoirs. Ceux qui semblent affolés par l'idée de la « Croisade » s'abusent ou nous abusent. Voit-on Eisenhower déclarer la guerre pour... « libérer des peuples »... ou opposer le Christ à Lénine ? Mais l'appel aux Croisés... pour contenir, refouler ou dissocier le totalitarisme... c'est un message de même style que les prédications humanitaires du XIX^e siècle... que les proclamations antifascistes du XX^e.

Chine, Indochine... et Amérique latine

Ce n'est donc pas la croisade antitotalitaire (pourquoi l'A.F.L. qualifie-t-elle encore de communiste le régime qui a tué beaucoup plus de communistes que celui d'Hitler ?) qui peut nous gêner. Mais nous ne sommes pas séduits par cette idée d'un Empire ou d'une Fédération internationale fermée composée des nations dites démocratiques. Ce nouveau cordon sanitaire nous semble aussi utopique dans sa conception que les remparts élevés par les successeurs de Trajan sur les frontières orientales de l'Empire romain. Il suffit d'évaluer sa longueur pour apprécier la masse de gardiens nécessaires. Et d'ailleurs les « Barbares » sont déjà dans l'Empire.

Sans doute ne peut-on s'illusionner sur les Etats de Chine et du Vietminh. Le mandarinat moderne de Mao Tsé Toung (cf. article d'Etienne Balazs, *Preuves*, d'octobre 1954) ne se distingue pas fondamentalement de la bureaucratie soviétique. La *Pravda* du 26-6-54 analyse le projet de constitution de la Chine populaire qui précise que « le parti communiste chinois est la force dirigeante du peuple tout entier » — et que « la Chine doit développer et consolider ses rapports avec l'U.R.S.S. » — Que de telles affirmations puissent figurer dans la charte fondamentale du régime en dit long sur la valeur d'une telle démocratie.

Mais il ne faut pas seulement regarder à la tête. Si Tito — cependant communiste de stricte

obéissance — a pu se dégager de Moscou, c'est parce qu'il s'appuyait sur une force yougoslave autonome dont le stalinisme n'était que l'uniforme. Il en est de même de Mao Tse Toung et de Ho Chi-minh. Comment arracher l'uniforme des révolutions chinoise et indochinoise ? Problème que l'on ne résoudra pas par des initiatives gouvernementales..., des arrangements diplomatiques ou des organisations militaires...

Enfin — et c'est là le plus sérieux de nos griefs — le programme de l'A.F.L. n'évoque les conflits d'Amérique latine que par allusions générales et vagues. Or le repli « isolationniste » des Etats-Unis s'associe fort bien à une exploitation capitaliste renforcée du continent américain. Déjà nous avons signalé que l'industrialisation ultrarapide du Sud et de l'Ouest des Etats-Unis permettrait aux « business-men » de tourner les positions syndicales fortement établies dans le Nord. L'exploitation de l'Amérique latine tend à multiplier les profits et renforcer les privilèges des compagnies monopolisatrices et réactionnaires.

Dans l'affaire du Guatemala, l'A.F.L. a vu d'abord la chute d'un gouvernement prêt à se subordonner à Moscou, brimant déjà les syndicats libres. On a peut-être tort de négliger de tels éléments d'appréciation. Malheureusement ce ne sont pas les travailleurs du Guatemala qui ont provoqué le changement de régime et ce ne sont pas eux qui en profitent... au contraire.

Le C.I.O. a voté une résolution sur le problème de l'Amérique latine que nous avons publiée dans notre numéro de septembre 1954. On voudrait, puisque l'unité des deux centrales est à l'ordre du jour, que l'accord se réalise sur l'aide aux travailleurs de tout le continent américain, sur le barrage à opposer aux pouvoirs exorbitants des monopoles capitalistes, sur la lutte à mener contre les dictatures sud-américaines.

Recul américain et avance anglaise

Dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale, nous ne pouvons donc négliger les positions du syndicalisme américain. Mais s'il est vrai que les Etats-Unis n'exercent plus d'influence décisive sur la politique européenne, il importe de porter l'attention sur les mouvements concordants ou divergents au sein des démocraties occidentales.

On a voulu opposer l'axe Washington-Bonn à l'axe Londres-Paris. On a craint, ou souhaité, un renversement des alliances préparé par Mendès-France, dont le rejet de la C.E.D. aurait marqué le point de départ.

Ce n'est pas aussi simple. En prenant la direction de la politique européenne, le gouvernement de Londres ne pouvait courir le risque d'une rupture de la politique atlantique. Les gens de la City et du Foreign Office, formés par de vieilles traditions séculaires, entendent maintenir sur le continent un savant équilibre des forces. Mieux que les gobe-mouches du neutralisme français, ils savaient quel était l'enjeu des débats sur « l'armée européenne » : le choix de l'Allemagne entre l'Est et l'Ouest. La crainte d'un nouveau pacte germano-soviétique et celle d'une intervention américaine assurant à l'Allemagne fédérale la première place sur le continent ont précipité une opération qui place la France et l'Allemagne à parité, sous le contrôle de l'Angleterre — et qui oblige l'U.R.S.S., si elle veut négocier, à augmenter sa mise.

Les accords de Londres rendent à l'Allemagne fédérale son armée et sa souveraineté politique. Résultats facilement prévisibles. Il est fâcheux que l'égalité des droits se traduise par le réarmement

de l'Allemagne. Mais pour l'éviter, il aurait fallu que le désarmement des vainqueurs précédât l'égalité des droits. Thèse que Moscou soutenait au lendemain de la paix de Versailles. En 1927, Boukharine reprenait une idée de Lénine et « affirmait qu'une guerre franco-allemande serait pour l'Allemagne une guerre de libération nationale ». Et la vieille communiste allemande Clara Zetkin proclamait en 1925 que « l'Allemagne prolétarienne défendra l'intégrité du territoire allemand, héritage de la classe ouvrière allemande ». Thèse que Moscou soutenait encore dans sa note du 10 mars 1952, en reconnaissant qu'une armée nationale est l'attribut incontestable de la souveraineté — et qu'il faut utiliser les anciens nazis (officiers et généraux). « On ne peut pas faire l'Allemagne, précisait Pierre Courtade dans *L'Humanité* du 12 mars 1952, sans les anciens membres du parti hitlérien ».

Une base saine de désarmement général

Des gens sérieux ne peuvent donc que hausser les épaules devant les imprécations... « patriotiques » des agents de Moscou. On aimerait que les pacifistes purs fussent plus prudents dans leurs appréciations, sans rien perdre de leur intransigeance. Le refus de tout armement, l'objection de conscience méritent le respect et l'admiration. Le pacifisme qui s'accroche aux propositions de Molotov aujourd'hui comme il se résignait hier à la victoire hitlérienne outrage la vérité et le bon sens.

Une politique de désarmement ne se conçoit que sur une base égalitaire — la réduction ne peut être proportionnelle à ce qui existe, mais à ce qui doit être.

Faut-il parler clair ? Si l'on oppose 200 divisions à 50 divisions, une réduction proportionnelle de 50 % opposerait encore 100 divisions à 25. — Si l'on envisage une réduction proportionnelle des dépenses militaires, encore convient-il de baser ses calculs sur des données d'une rigoureuse précision. Or le budget de l'U.R.S.S. est établi de telle manière qu'il est impossible de contrôler la répartition des recettes et des dépenses. En 1954 32 % des recettes (contre 29,3 % en 1953) et 18,6 % des dépenses (contre 15,8 % en 1953) sont portées dans les prévisions, sans être intitulées, c'est-à-dire sans que l'on puisse en connaître l'origine et la destination. Le reste n'est soumis à aucune discussion, aucune analyse contradictoire.

On a le droit de pousser la haine de la guerre jusqu'au désarmement unilatéral, jusqu'au refus de la résistance, jusqu'à la résignation à la servitude. Mais alors, il faut le dire et ne pas irriguer son champ avec les eaux polluées du Kremlin.

Succès des nationalismes

Cependant, si l'on voit les contours d'une politique européenne relativement indépendante, on est bien obligé de constater que les grandes organisations ouvrières occidentales ne parlent guère un langage international, pas même européen.

L'échec de la C.E.D. se traduit en fin de compte par l'abolition de toute velléité supranationale — c'est-à-dire par le renforcement des Etats nationaux. La C.E.D. posait le problème d'une utilisation des ressources industrielles des pays participants. On s'explique la résistance des monopoles nationaux... privés ou nationalisés. Toutes les discussions autour de la Sarre, des ententes franco-allemandes, la participation de l'Angleterre au pool charbon-acier (à parité avec toutes les autres puissances réunies) s'expliquent par la volonté d'un partage du marché, d'une limitation du déve-

loppement économique. C'est la vieille politique du Cartel de l'Acier.

La centrale syndicale allemande a mené en août dernier une bataille victorieuse qui — comme on pouvait le prévoir — a stimulé et non ralenti le rythme de l'économie. Toute la politique européenne s'éclaire par cette simple constatation que les exportations allemandes ont augmenté en volume de 42 % depuis 1951 — alors que les exportations françaises n'ont progressé que de 10 % depuis 1950. La bataille ouvrière peut donc se prolonger dans des conditions favorables. Elle devrait s'élargir sur le plan européen. Mais le D.G.B. allemand subit toujours l'influence du parti social-démocrate. Et sans doute celui-ci est bien inspiré en se dressant contre la renaissance du militarisme allemand. Moins bien inspiré en insistant sur la nécessité primordiale de l'unité allemande. Non que celle-ci ne soit conforme au droit des peuples et à la logique. Mais il est quelque peu imprudent d'attendre de négociations avec l'U.R.S.S. la reconstitution d'une Allemagne libre, souveraine, maîtresse de son destin. Les dernières élections en zone orientale — où l'on a voté, comme on défile à la parade — illustrent « la bonne volonté soviétique » d'une ironique démonstration.

Il n'est actuellement qu'un moyen de « contrer » le militarisme allemand... c'est d'élever la revendication ouvrière au-dessus des intérêts nationaux, sur le plan européen.

On ne trouve guère trace de cet esprit dans les comptes rendus des congrès des Trade Unions. La minorité massive qui s'est opposée au réarmement allemand exprimait sans nul doute une réaction spontanée du peuple anglais. Et aussi quelque surenchère qui ne paraît pas contraire aux intérêts dominants du Commonwealth.

La progression de l'économie allemande inquiète quelque peu les capitalistes anglais. Une statistique soviétique publiée dans une revue de juillet-août 1954 fixe les pourcentages d'augmentation du commerce extérieur pour la période 1948-1952 : à 125 % pour l'U.R.S.S. — 34 % pour les Etats-Unis — 12 % pour la Grande-Bretagne. Et de 1952 à 1953 : à 11 % pour l'U.R.S.S., 2,5 % pour les U.S.A... cependant que la Grande-Bretagne a reculé de 2 %.

Données évidemment contestables qui fixent d'ailleurs à 80 % la part des échanges avec les satellites dans le commerce extérieur total de l'U.R.S.S. Mais données qui éclairent pas mal de démarches récentes des exportateurs anglais.

Le « Titisme » européen

Il est vrai que l'Angleterre se tourne aussi et surtout vers l'Europe du Centre et du Sud-Est.

Tito représente le pôle attractif pour le gouvernement britannique (sa réception à Londres en porte témoignage) — et aussi pour tous ceux que hantent les vastes perspectives de la « coexistence ».

L'Express — organe officieux du mendès-francisme — a publié à deux semaines d'intervalle un article de Bevan célébrant la grande politique de Tito, et une étude de M. L. Deutscher prouvant que « Moscou adopte le titisme » (! ?).

Dangereuses références. Car enfin si Tito a désarmé la haine de Moscou, c'est après avoir signé le pacte balkanique et résolu la question de Trieste. Le 16 octobre dernier, il déclarait encore à un journal italien « que la principale faiblesse de la C.E.D. était son objectif purement militaire, mais que l'accord franco-allemand conditionnait toute collaboration économique en Europe ». Eisenhower n'avait pas dit autre chose. Tito écoute les paroles de paix à l'Est après avoir as-

suré sa défense et travaillé au renforcement de l'Ouest. Que Bevan s'aligne sur lui !

L'évolution de l'Empire stalinien

Mais dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale, on rencontre évidemment le faux dilemme : Socialisme ou Liberté. On s'efforce de démontrer que la perte de la liberté a été compensée à l'Est par la réalisation du Socialisme. Et que le succès de l'édification socialiste facilitera le retour à la Liberté.

Les gens compétents s'ingénient à prouver que la mort de Staline a ouvert une ère nouvelle. Que le titisme triomphe à l'intérieur de l'Empire par l'assouplissement des rapports entre les maîtres russes et les vassaux européens et asiatiques — que le niveau de vie des travailleurs russes s'élèvera jusqu'à dépasser celui du travailleur français.

On écouterait avec respect ces observateurs et ces prophètes, si les réalités d'aujourd'hui confirmaient leurs prévisions d'hier. Hélas ! la presse de l'U.R.S.S. et des Etats vassaux, les discours des officiels dressent un bilan négatif et sévère des expériences menées en ces dernières années. Celles-ci cependant n'avaient guère excité l'esprit critique des gens qui ont attendu la mort de Staline pour découvrir la nocivité du stalinisme.

On célèbre le tournant qui liquide les sociétés mixtes constituées dans les pays vassaux, au seul profit de l'impérialisme russe. On s'est donc enfin aperçu de leur existence. On reconnaît que le pétrole roumain était nationalisé... par la Russie, lorsque cette colonisation a cessé. On dénonce rétroactivement une exploitation suspendue. Cette clairvoyance à retardement ne nous inspire aucune confiance — pas plus que cette « libération » accomplie par ceux qui ont asservi. Tournant décisif... ou fuite devant les conséquences d'une politique désastreuse... ou satisfaction verbale accordée à des peuples dont les dirigeants ont été préalablement sélectionnés... ou purge stalinienne par le sacrifice de boucs émissaires ? Nous attendrons pour en juger. Il nous importe peu — par exemple — que l'on ressuscite en Hongrie le Front populaire... c'est-à-dire que l'on revienne à l'étape de 1945. Il nous importe peu que l'on épure les épureurs d'hier. Nous n'avons pas attendu les aveux officiels pour prévoir l'échec de la grande politique stalinienne d'industrialisation forcée. Les querelles de clans à l'intérieur du système ne peuvent toucher à l'essentiel... c'est-à-dire au système lui-même. Il faudrait, pour que nous soyons convaincus d'un tournant décisif, que celui-ci soit imposé par une opposition ouvrière, spontanée et libre.

Le cours nouveau en U.R.S.S.

Un cours nouveau en Russie ? Mais ceux qui en tirent argument nous démontraient, à leur... « Retour d'U.R.S.S. », que le niveau de vie montait régulièrement, que la consommation se développait et s'améliorait constamment. Et c'était avant les grandes mesures annoncées pour modifier radicalement le sens de l'évolution économique. Pas d'importance pour nos voyageurs. Ils étaient contents hier, ils rayonnent aujourd'hui. Pensez donc ! La *Pravda* dénonce en août 1954 un excès de bureaucratisme que la plus élémentaire politesse leur interdisait de signaler. Ils ne pouvaient pas savoir que dans l'industrie des matériaux de construction 26 % des fonctionnaires (16.700) sont exclusivement employés à dresser des rapports et statistiques... qui s'ajoutent à ceux fort nombreux des ingénieurs, techniciens et contre-maitres...

Ils ne pouvaient deviner que « le ministère des Industries du bois » a adressé des instructions aux exploitations forestières pour que celles-ci établissent dans leurs prévisions annuelles : « le nombre de jours où les juments sont indisponibles — les jours non ouvrables des chevaux — les pertes de temps à cause des routes impraticables... ».

Ils ignoraient que dans la République carélo-finnoise : *le total des impôts perçus est nettement inférieur au total des salaires des fonctionnaires chargés de la perception.*

Ils ne se sont pas aperçus que sur tout le territoire de l'U.R.S.S. les fêtes religieuses persistent et même prolifèrent, que la mendicité des enfants est systématiquement organisée dans de nombreux villages.

Heureusement que les rédacteurs de la *Pravda* sont moins discrets. Il est vrai que leurs critiques orientées ne visent que des abus soigneusement sélectionnés, pour justifier de nouvelles purges.

Quant au relèvement de la consommation, on en tire une déduction mathématique. Prenons des chiffres arbitraires. On écrira que le pouvoir d'achat de l'ouvrier russe est à 50 % de celui de l'ouvrier occidental. Mais comme il s'élève de 10 % par an, dans six ans il aura dépassé son homologue. Pas plus difficile que cela.

N'objectez pas qu'il s'agit d'une moyenne qui ne rend pas compte d'une échelle de salaires dont la hauteur n'a pas cessé de monter en U.R.S.S. C'est là un détail sans importance. Le socialisme, n'est-ce pas, a pour but de multiplier les différences et les privilèges.

Mais on néglige un autre fait un peu plus grave. C'est que l'amélioration de la consommation de la population soviétique en 1953 n'a pas été obtenue par le développement des échanges Est-Ouest. Au contraire, les importations de céréales orientales ont diminué de plus de 40 % en 1953 (2.200.000 tonnes en 1952 contre 1.400.000 en 1953). Il a donc fallu procéder à de massives sorties d'or qui ne pourront être renouvelées.

Dans la revue *Economie appliquée* d'octobre-décembre 1953, M. Alexandre Gerschenkim étudie minutieusement l'évolution de l'économie russe. Il ne nous est pas possible de résumer son examen approfondi des taux de croissance de l'industrie russe. Cependant la complexité même des éléments qu'il mentionne et qu'il apprécie prouve la légèreté des « gens autorisés » qui basent toutes leurs prévisions sur la certitude d'un mouvement uniformément accéléré. Le simple bon sens a déjà répondu, et le scepticisme s'impose d'autant plus que rien ne prouve la sincérité des informations soviétiques.

Tirons cependant de l'étude objective de M. Gerschenkim, ce commentaire qui appelle la méditation : « *l'augmentation régulière et rapide de la consommation risque de libérer dans un peuple dont la consommation est réduite des dispositions de nature à mettre en danger l'existence du régime* ».

La seule conclusion valable c'est que la classe privilégiée veut jouir avec de moins en moins de retenue des avantages acquis. Il y aura des luttes de clans autour du pouvoir et des profits du pouvoir. Mais il n'y aura amélioration réelle du sort des travailleurs que lorsque ceux-ci voudront et pourront réclamer leur juste part.

Socialisme d'Etat ou syndicalisme libertaire ?

Notre tour d'horizon s'achève sans que nous ayons vu se dessiner nettement les contours d'une politique ouvrière internationale.

On peut souhaiter — ambition modeste — que

les organisations syndicales s'efforcent de tirer le maximum d'avantages ouvriers des évolutions des capitalismes américain et européen. Si l'Allemagne et la France peuvent s'entendre, que les mineurs et les métallurgistes français et allemands mènent de concert leurs luttes revendicatives. Si l'Angleterre s'oriente vers l'Europe centrale, balkanique et orientale — comme les Etats-Unis vers l'Amérique du Sud — que les Trade Unions et les centrales américaines exigent que les relations commerciales soient conditionnées par les libertés ouvrières dans les pays soumis à l'influence de leurs capitalismes. Que la même tendance oriente l'action aussi bien en Asie qu'en Afrique, et que la question soit posée à propos des relations avec l'Est ou des accords avec Franco.

Mais qu'il s'agisse de cette lutte essentiellement ouvrière ou de la question du désarmement, la synthèse ne s'accomplira que si elle s'illumine aux feux des valeurs révolutionnaires.

Nous n'avons pas retrouvé celles-ci dans les sentiers du socialisme européen, trop attaché aux nations et aux Etats. C'est dans la déclaration de principes du syndicalisme libertaire suédois publiée en juillet 1954 par la *Sveriges Arbetares Centralorganisation*, que nous retrouvons des formules qui sonnent le ralliement de tous les syndicalistes révolutionnaires.

L'opposition aux trois systèmes : Etat démocratique avec propriété privée, propriété d'Etat et propriété collective et démocratie politique — Totalitarisme d'Etat où propriété et pouvoir sont aux mains de l'Etat — Totalitarisme d'Etat purement politique avec monopoles privés de la propriété.

Mais opposition qui distingue entre les trois systèmes et qui préfère la situation sociale sous laquelle les droits de l'homme sont respectés. Le syndicalisme libertaire qui a contribué à imposer les libertés et les droits de l'homme doit les défendre contre les partisans de la dictature.

Le syndicalisme libertaire s'oppose à l'absorption de la vie politique, économique, sociale et culturelle par l'Etat.

Il soutient l'idée de l'organisation fédéraliste.

Il veut sortir du système actuel des Etats souverains et tend à la création de Fédérations internationales, nationales et régionales basées sur des associations et institutions économiques et culturelles de caractère géographique et fonctionnel, respectivement.

Nous avons souvent regretté l'abus des « idées générales ». Mais lorsque des « idées-forces », simplement et clairement exprimées, se dégagent d'un mouvement libre, elles ne s'apparentent pas au verbalisme. Elles s'opposent à la stabilité des régimes établis et des institutions archaïques. Elles comptent comme d'efficaces facteurs du progrès social et humain.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Lu, avant de boucler ce numéro, le *Monde*, autre officieux mendèsfranciste du 4-11-54. Sirius jette quelques pleurs sur le pacte franco-soviétique (méprisé) et le réarmement allemand (très inquiétant). Il oublie que l'U.R.S.S. peut fort bien « marchander » les revendications et l'alliance allemandes. Il fait allusion à la détente à l'Est... *slogan électoral* d'Eisenhower.

D'autre part, l'éditorial tente de minimiser la victoire des démocrates américains, en soulignant le recul ou « l'alourdissement » du parti dans les vieux fiefs du Sud, où le racisme domine encore.

Confirmation de nos observations. Socialistes — à la veille de leur entrée au gouvernement ; syndicalistes — à la veille du congrès F.O. — voudront-ils nous entendre ? L'isolationnisme, la réaction américaine — le neutralisme européen et la « crypto-soviétophilie » sont associés et solidaires.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du dimanche 17 octobre

Notre cercle parisien a repris ses réunions mensuelles, interrompues le 26 juin.

Il s'est passé depuis bien des événements à propos desquels nous n'avons rien fait. Ce qui nous manque encore, remarque Chambelland, avant d'envisager la création d'un bulletin intérieur, c'est une équipe plus large de camarades ayant des responsabilités syndicales, surtout à F.O. où il existe pourtant des fédérations vigoureuses comme celles des services publics, des employés et de la métallurgie. Pour pouvoir agir sur l'opinion de F.O. dans les questions internationales qui nous concernent, objecte Charbit, il faudrait avoir une attitude plus bienveillante à l'égard des camarades de cette centrale syndicale. Ruff envisage aussi un élargissement de la composition du Cercle, qui ne touche que quelques responsables de l'enseignement et n'a aucune résonance dans les autres corporations.

Donc, tous à l'œuvre parmi nos amis pour amener plus de monde aux réunions et intéresser diverses fédérations à notre point de vue internationaliste et à notre antistalinisme, qui ne doit pas être confondu avec l'anticommunisme ou le neutralisme !

Après que Walusinski eut spirituellement analysé le congrès de Scarborough et nous eut suggéré de faire venir à une proche séance un observateur anglais (Postgate ou Mac Nair), après un bref aperçu des mesures illégales prises à l'égard de Messali Hadj et après lecture de deux lettres de Niort, nous en venons au « plat de résistance » : le camarade Gustave Stern nous donne un aperçu objectif et très instructif sur le mouvement ouvrier en Allemagne occidentale.

Causerie de Gustave Stern sur le mouvement ouvrier d'Allemagne occidentale

Une première constatation s'impose lorsqu'on compare le mouvement ouvrier allemand de l'époque de la République de Weimar à celui d'aujourd'hui : le parti communiste, relativement fort à l'époque, a presque complètement disparu et n'exerce une influence que grâce à l'activité de quelques éléments et à la relative inactivité des représentants du mouvement ouvrier authentique. La raison doit en être cherchée dans deux faits : 1) la guerre russo-allemande a mis des millions de citoyens allemands au contact de la réalité russe, contact durable qui a provoqué une méfiance instinctive aussi bien à l'égard de la Russie qu'à l'égard de sa filiale communiste ; 2) des millions de citoyens allemands, venant de la zone russe d'occupation ou bien des territoires anciennement allemands, ont témoigné de façon profonde contre le stalinisme.

La social-démocratie allemande fut, sous Weimar, une organisation chargée d'un lourd appareil bureaucratique, peu préparée aux luttes extra-parlementaires, n'ayant aucune conception de politique extérieure. Son activité, essentiellement « quotidienne », l'a empêchée de devenir une force contre le fascisme. Elle avait, malgré tout, gardé le vocabulaire « marxiste ».

Kurt Schumacher, personnalité éminente, essaya, après la guerre, de faire de la social-démocratie un parti de cadres, tourné entièrement vers le militantisme. Issu de la fraction militante de la S.P.D.,

celle qui voulait se battre contre le fascisme (de même que Haubach, Mierendorff et Leuscher, qui participèrent au « 20 juillet 1944 »), il avait la vision d'une intégration de la classe ouvrière dans la société et le désir de réconcilier la classe ouvrière et la nation.

Fait important et curieux : par opposition à l'ancienne social-démocratie, celle de Schumacher ne témoignait que peu d'intérêt pour la politique intérieure et sociale, pour se tourner entièrement vers la politique extérieure. La raison : faire de la S.P.D. la représentante de la nation, d'une nation « opprimée », privée de son unité. De cette attitude découle un certain nationalisme, un vocabulaire nationaliste. (« Celui qui signe le traité sur la C.E.D. ne peut pas être considéré comme Allemand » (Schumacher). Il n'y a pas de doute que le désir de devenir majoritaire (avec les régions industrielles de Saxe et de Thuringe) fut et est à la base de cette politique, ce qui explique que l'unification des deux zones soit le fondement de la politique social-démocrate actuelle.

Échec de la S.P.D. : le parti, loin de devenir un parti de cadres, est redevenu ce qu'il a été : parti bureaucratique, peu militant, lourd appareil sans participation véritable des membres ; échec social : les intérêts matériels des ouvriers ayant été négligés ; échec dans le domaine international : incapacité d'opposer une conception internationaliste à la politique européenne d'Adenauer. La social-démocratie est et reste, malgré tout, la représentation politique la plus valable, de la classe ouvrière allemande.

Les syndicats, groupés dans le D.G.B. (six millions de membres), ont pu réaliser l'unité syndicale dans les années d'après guerre. On peut parler d'un « miracle social » en Allemagne : alors que l'économie connaît une ascension vertigineuse, les syndicats ont attendu quatre ans avant de réclamer des salaires plus élevés. La raison profonde de cette attitude : les chefs syndicaux poursuivaient un but : l'intégration du syndicalisme dans l'État. La cogestion devait être l'arme essentielle pour parvenir à ce but.

On peut considérer, à l'heure actuelle, que les syndicats ont échoué ; la cogestion a, certes, permis à une certaine bureaucratie syndicale d'accéder à des fonctions élevées, mais elle n'a pas changé le « climat » dans les entreprises : elle a, au contraire, renforcé l'ambiance de paternalisme, surtout dans la Ruhr.

Aujourd'hui, nous assistons à une réaction assez violente contre cette tendance. Elle vient essentiellement de la fédération de la métallurgie, bien placée pour juger la politique passée. (La cogestion fonctionne dans la métallurgie et dans les charbonnages.)

Sur le plan politique, le D.G.B. suit, d'une manière générale, les consignes de la S.P.D. A peu près 80 % des permanents syndicaux sont membres du parti social-démocrate. De toute évidence, la bureaucratie syndicale se sent frustrée par le fait que le parti social-démocrate se trouve dans l'opposition, alors que dans la République de Weimar, la S.P.D. fut au gouvernement et au parlement le représentant politique des syndicats qui se chargeait, tant bien que mal, de satisfaire les revendications syndicales.

Discussion sur la Conférence de Stern

Marceau Pivert, en soulignant l'importance d'un renouveau de l'esprit internationaliste dans les divers mouvements ouvriers, rappelle que toute l'attitude de la social-démocratie allemande est dominée par un impératif : réaliser l'unité des deux

Allemagne, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ruff se demande pourquoi l'agitation sociale, endormie pendant cinq ans, se réveille soudain, comme sur un mot d'ordre venu d'en haut. Stern souligne qu'en effet la classe ouvrière allemande a gardé ses habitudes de discipline, que l'influence des agitateurs staliniens est négligeable et que la rébellion vient du puissant syndicat de la métallurgie (grèves de Bavière) et de son leader, Brenner, qui tire des leçons de l'échec de la cogestion qui n'a profité qu'aux patrons, au détriment du standing ouvrier, plus modeste encore que chez nous. Plusieurs camarades sont frappés de la presque simultanéité des revendications ouvrières, aussi bien en France (grèves d'août 53), qu'en Allemagne (Bavière et Hambourg : métallurgie et services publics) et qu'en Angleterre (mouvement des dockers opposés à Deakin).

Après les journées de Juin à Berlin-Est, ces faits sont-ils les premiers prodromes d'un réveil de conscience ouvrière ?

Paris, le 3 octobre 1954.

Déclaration du Cercle Zimmerwald sur la déportation de Messali Hadj :

Dans un message qu'il adressait, le 15 janvier dernier, au Cercle Zimmerwald de Paris, Messali Hadj rappelait qu'à diverses occasions dans le passé, des militants ouvriers qui se sont groupés dans ce Cercle pour rester fidèles à l'internationalisme prolétarien avaient, avec lui, établi un « pont » entre l'Afrique du Nord opprimée et la classe ouvrière française.

Messali ajoutait : « Ce sentiment de lier le mouvement d'émancipation nord-africain aux luttes de la classe ouvrière française a dominé toute mon activité et cela malgré d'énormes difficultés et quelquefois une incompréhension de la part du peuple français. »

Aujourd'hui, alors que la scandaleuse injustice commise à l'égard de Messali Hadj par les gouvernements français successifs est encore aggravée, le Cercle Zimmerwald de Paris tient à exprimer sa fraternelle sympathie à Messali ; il désire aussi s'associer à tous les efforts qui sont et seront tentés pour arracher sa libération et pour travailler efficacement à celle du peuple algérien. Car, avec Messali, notre camarade, nous sommes convaincus que la fraternité des travailleurs du sud et du nord de la Méditerranée forgera la coopération fructueuse et durable des peuples d'Algérie et de France.

Adresse de solidarité du Cercle Zimmerwald au Bureau de la Conférence des partis socialistes d'Asie :

Le Cercle Zimmerwald, attaché à maintenir au sein du mouvement ouvrier le sens de l'internationalisme sans lequel aucune révolution ne peut être socialiste, adresse l'expression de sa solidarité fraternelle à tous les partis socialistes d'Asie groupés par le Bureau de la Conférence de Rangoon.

Parce qu'il a dû dénoncer souvent les crimes du colonialisme français, le Cercle Zimmerwald sait l'importance d'une action bien concertée des syndicalistes et des socialistes contre le colonialisme et toutes les oppressions.

Il est persuadé que par une meilleure coordination des efforts de tous, dans un véritable esprit d'égalité et de fraternité des peuples, un monde pacifique et plus juste remplacera celui où le ca-

pitalisme exploiteur et les tyrannies totalitaires de toutes idéologies tentent de maintenir les peuples dans la misère et l'esclavage et de les transformer en serveurs fanatisés d'un Etat divinisé.

L'action des syndicalistes et des socialistes de tous les pays de tous les continents est la lutte de tous les hommes pour la liberté, pour la justice et pour la dignité de l'humanité.

(Le 24 octobre 1954).

ENTRE NOUS

Pour sauver la R.P.

Malgré l'effort de quelques camarades, la « R.P. » a toujours des dettes et elle ne paraît encore que sur 24 pages.

Ce n'est pourtant pas la copie qui nous manque. Même du marbre, car nous espérons que l'appel d'octobre sera entendu.

Nous pensons, comme notre camarade Valera, de Paris, que « la « R.P. » doit vivre comme porte-parole des hommes libres, dans un monde **totalitarisé** ou asservi », mais il faut « vivre » !

A ce sujet, notre ami Duperray fait une suggestion qui nous l'espérons sera retenue, car elle sauverait la « R.P. ».

La voici :

« A l'occasion de l'anniversaire de la « R.P. », je m'engage, sous la rubrique : Pour la fusion des comités de rédaction Révolution prolétarienne, Trait d'union syndicaliste, Alliance ouvrière, à un **double versement mensuel modeste sans doute, mais assuré de (mes abonnements compris) 200 fr. à la « R. P. » et 200 fr. au « T.U.S. ». Ce mois-ci, je verse donc 300 fr. de souscription à la « R.P. » plus 700 fr. de réabonnement avancé constituant aussi mon versement mensuel pour septembre, octobre, novembre, Total : 1.000 francs.**

A partir de décembre, je reprendrai les versements réguliers de 200 fr. par mois. Je souhaite que tous les abonnés de la « R.P. » fassent ce minimum. »

Remarques

F. Franc (Loire). — « ...Avec le désir de voir l'équipe actuelle maintenir la revue dans son esprit et dans sa forme et le désir aussi de revoir les « papiers » de Monatte à côté de ceux de Louzon et d'Hagnauer. Les divergences de pensées ont le droit et le devoir de s'exprimer. On a même le droit de faire des erreurs. Ceux-là seuls ne se trompent jamais qui ne disent ou ne font rien. »

Jean Rigal (Haute-Garonne). — « Toujours très intéressé par la « R.P. ». Je suis entièrement avec vous dans votre recherche opiniâtre pour promouvoir un véritable syndicalisme libre. »

Nous avons l'intention de réunir tous les amis de la R.P. présents au congrès de la C.G.T.-F.O. des 22, 23, 24 et 25 novembre — pour discuter de la vie de notre revue.

Que ces amis nous écrivent pour que nous puissions, en connaissance de cause, fixer la date, l'heure et la salle.

Nous procéderons probablement par invitations.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

MARDI 28 SEPTEMBRE. — Ouverture à Londres de la conférence des 9 qui doit discuter de la question allemande.

Le congrès du Labour Party réuni à Scarborough approuve la politique de réarmement de l'Allemagne occidentale par 3.270.000 voix contre 3.022.000.

A Washington, la commission d'enquête sénatoriale vote la censure contre Mac Carthy.

MERCREDI 29. — Des forces communistes chinoises tentent de débarquer sur l'archipel Matsu, au nord de Formose.

JEUDI 30. — Réunion à Scarborough du bureau de l'Internationale socialiste.

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE. — Inculpation de M. Turpin, chef du cabinet de M. Mons (secrétaire général de la Défense nationale), et de M. Labrusse, chef de la protection nationale, comme auteurs des fuites du Haut Comité militaire.

SAMEDI 2. — Jean Mons est suspendu de ses fonctions et inculpé.

Accord général à Londres sur la question du contrôle des armements.

Grèves dans le port de Londres.

Signature d'un accord commercial entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S.

LUNDI 4. — Nombreux attentats au Maroc au cours du week-end.

MARDI 5. — Signature à Londres d'un accord sur Trieste entre l'Italie et la Yougoslavie.

MERCREDI 6. — M. Mendès-France posera la question de confiance, dans le débat sur les accords de Londres.

Le bureau de l'Assemblée de l'O.N.U. décide l'inscription à l'ordre du jour des propositions de M. Vychinski.

JEUDI 7. — La grève de Londres immobilise totalement le port.

LUNDI 11. — En Roumanie, l'ancien ministre des Finances, Vasile Lucas, a été condamné à mort.

MERCREDI 13. — Rencontre entre le général de Gaulle et M. Mendès-France.

JEUDI 14. — La grève des dockers continue à Londres et atteint la plupart des corporations des transports.

L'U.R.S.S. prend « bonne note » de l'accord sur Trieste.

VENDREDI 15. — A Budapest, le ministre de l'Intérieur hongrois reconnaît que de nombreux camarades ont été condamnés injustement.

A Marseille, congrès du parti radical.

SAMEDI 16. — Grève de 30.000 camionneurs new-yorkais.

MARDI 19. — Au lycée Turgot grève d'une demi-heure de tout le personnel pour protester contre les conditions matérielles de l'établissement.

Conversations Mendès-France-Adenauer, sur le problème sarrois.

A Téhéran, dix officiers iraniens accusés de communisme ont été fusillés.

JEUDI 21. — A la suite d'un ultimatum de la C.G.T. finlandaise, un gouvernement social-démocrate et agrarien est constitué en Finlande.

A Londres, 43.000 dockers anglais sont en grève.

VENDREDI 22. — Signature de la convention nationale collective du Bâtiment.

SAMEDI 23. — Accord sur la Sarre, et signature des textes sur le réarmement et la souveraineté de l'Allemagne Occidentale. — Note de Moscou aux Etats-Unis, à l'Angleterre et à la France.

A Mexico, arrestation du secrétaire général du parti communiste.

LUNDI 25. — Au Pakistan, dissolution de l'Assemblée constituante.

En Iran, nouvelle condamnation à mort pour haute trahison.

MARDI 26. — M. Mendès-France offre à six socialistes de participer à son gouvernement.

A Trieste, entrée des troupes italiennes.

JEUDI 28. — En Egypte, répression contre les Frères musulmans.

Congrès F.O. des fonctionnaires.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1954

RECETTES

Abonnements ordinaires	45.770
Abonnements de soutien	15.200
Souscription	5.750
Pour le 30 ^e anniversaire de la « R.P. »	25.200
Vente « R.P. »	940
Vente « Chine »	3.100
Divers	1.350

97.310

En caisse au 1^{er} octobre 71.830

169.140

DEPENSES

Impression (à valoir)	100.000
Frais d'expédition	1.880
Téléphone	3.565
Divers	1.200

106.645

En caisse au 31 octobre 1954

Espèces 14.290

Chèque postal 48.205

62.495

169.140

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Alix (Puy-de-Dôme) 1.500 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.000 ; Midon (Seine) 1.000 ; Tortrat (Alger) 1.000 ; Broussaudier (Loir-et-Cher) 1.200 ; Valera (Paris) 1.000 ; Duperray (Loire) 1.000 ; Germaine Goujon (Seine-Inférieure) 1.000 ; Georgette Cattané (Paris) 1.500 ; Chambon (Paris) 1.500 ; Vaillard (Paris) 1.500 ; Berthaud (Rhône) 2.000. — Total : 15.200 fr.

LA SOUSCRIPTION

Néboit (Loire) 300 ; Kéraudy (Seine) 300 ; Sistig (Eure) 50 ; Cazaubon (H.-Pyrénées) 300 ; Leblanc (H.-Vienne) 100 ; Hébert (Gironde) 300 ; Nedelec (Seine-Inférieure) 300 ; Geny (Seine) 300 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Regert (Seine) 300 ; Costa (Paris) 100 ; Ducretet (Haute-Savoie) 300 ; Bossu (Oise) 300 ; Moutte (Maroc) 300 ; Poss (Rhône) 300 ; Vuillet (Jura) 300 ; Thomas (Indre) 300 ; Chasson (Ardeche) 50 ; Lagneau (Oise) 100 ; Samson (Oise) 300 ; Zakin (Algérie) 150 ; Baratgin (Seine) 100 ; P. V. (Calvados) 300 ; Lambert (Paris) 300 ; Theuil (S.-et-O.) 100. — Total : 5.750 francs.

POUR LE 30^e ANNIVERSAIRE DE LA « R.P. »

Dieudonné (S.-et-O.) 500 ; P. B. (Paris) 300 ; Guiloré (Paris) 1.000 ; Decemme (Deux-Sèvres) 600 ; Odin (Rhône) 500 ; Gamache (Isère) 500 ; Gauthier (Creuse) 500 ; Mme A. Lapraz (H.-Savoie) « en souvenir d'Albert Lapraz » 1.500 ; G. Thomas (Saône-et-Loire) 2.000 ; Genevrier (Loire) 1.000 ; Gérard (S.-et-O.) 1.000 ; J. P. (Maroc) 1.000 ; Véga (H.-Marne) 500 ; Chestier (Cher) 200 ; Marguerite Landry (Vienne) 1.000 ; Georgette Cattané (Paris) « pour combler une partie... du trou » 500 ; Aulas (Alpes-Mar.) 300 ; M. G. (Loire) 5.000 ; Y. et R. Hagnauer (S.-et-O.) 5.000 ; N. L. (Paris) 1.000 ; G. Léger (Seine) 300 ; S.-J. (Paris) 1.000. — Total : 25.200 francs.

DU A L'IMPRIMEUR AU 31 OCTOBRE 1954

Dû au 30 septembre 1954 111.155

Facture « R.P. » d'octobre 84.985

196.140

Notre paiement d'octobre 100.000

96.140

Dû à fin octobre 62.495

Dette : imprimerie 33.645

A propos de "La Chine" :

« Robert Louzon est un non-conformiste chevronné qui ne mâche pas ses mots, un curieux hybride anarcho-marxiste, armé d'une culture solide et d'un tempérament vivace qui le porte à ruer jusque dans les brancards entre lesquels il s'attelle.

« ... Disons tout de suite que le présent écrit participe de la bonne veine de Louzon. On y goûtera la façon dont il met en lumière les deux moteurs essentiels de l'histoire de la « civilisation d'irrigation » chinoise : la question agraire et le problème de l'empire, ainsi que le rôle éminent joué dans sa continuité par les barbares mongols du nord et du nord-ouest de la Chine proprement dite. »

(« Le Petit Crapouillot »)

Jean BERNIER.

LISEZ

LA CHINE

— *Ses trois millénaires d'histoire*

— *Ses cinquante ans de révolution*

— PAR —
R. LOUZON

Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco



*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99